

9 février 2024

(24-1128)

Page: 1/36

Original: anglais

**GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL SUR LES MPME
GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL SUR LE
COMMERCE ET L'ÉGALITÉ DES GENRES**

**ACCÈS AU FINANCEMENT POUR LES MICRO, PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES (MPME) DIRIGÉES PAR DES FEMMES: RECUEIL
DES INITIATIVES D'INCLUSION FINANCIÈRE**

Révision

La communication ci-après, datée du 9 février 2024, est distribuée à la demande du coordonnateur du Groupe de travail informel sur les MPME, l'Ambassadeur Matthew Wilson (Barbade), et des présidents du Groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres, l'Ambassadrice Ana Patricia Benedetti (El Salvador), l'Ambassadeur Simon Manley (Royaume-Uni) et l'Ambassadrice Clara Delgado (Cabo Verde).

1 INTRODUCTION

1.1. Les MPME dirigées par des femmes apportent une contribution essentielle à la croissance, à l'emploi et à la réduction de la pauvreté dans leurs économies nationales. Toutefois, elles n'ont pas les mêmes trajectoires de croissance que celles dirigées par des hommes. Les entreprises dirigées par des femmes sont généralement plus petites, ont une production moins efficace, sont moins bien connectées aux marchés et aux institutions et ont du mal à accéder au financement aux mêmes conditions que les entreprises dirigées par des hommes.¹ Les MPME dirigées ou détenues par des femmes sont particulièrement entravées par un manque d'accès aux capitaux ou aux services financiers.² La SFI estime que le déficit de financement des MPME détenues par des femmes était de 1 700 milliards d'USD en 2017 et que les femmes représentent une part disproportionnée du déficit de financement auquel se heurtent les entreprises des pays en développement.³

1.2. S'agissant de la dynamique commerciale, les MPME dirigées par des femmes sont moins engagées dans le commerce international que celles dirigées par des hommes.⁴ Seule une entreprise exportatrice sur cinq est dirigée ou détenue par des femmes. Soutenir l'accès au financement peut contribuer à accroître la participation des MPME dirigées par des femmes au commerce international.⁵ Accroître la participation des femmes au commerce en facilitant l'accès au financement peut améliorer la compétitivité étant donné que les entreprises qui font du commerce sont, en moyenne, plus productives que celles qui n'en font pas.⁶

¹ Les définitions des termes "entreprise détenue par des femmes" et "entreprise dirigée par des femmes" sont tirées de l'IWA 34:2021. Women's entrepreneurship – Key definitions and general criteria <https://www.iso.org/obp/ui/#iso:std:iso:iwa:34:ed-1:v1:en>.

² ITC. *Enquêtes sur la compétitivité des PME menées dans 16 pays*.

³ SFI. *MSME Finance Gap*. (2017) doi:10.1596/28881.

⁴ ITC. *Libérer l'accès des femmes entrepreneurs aux marchés*. (2015) doi:10.18356/aa9eaa55-en.

⁵ ITC. *Calcul de l'ITC sur la base des enquêtes menées dans 49 pays en développement*. (2023).

⁶ Shu, P. et Steinwender, C., *The Impact of Trade Liberalization on Firm Productivity and Innovation*. *Innov. Policy Econ.* **19**, 39–68 (2018).

1.3. Le fait de remédier au déficit de financement des MPME dirigées par des femmes a de nombreux impacts positifs sur les plans économique et social et peut contribuer directement à la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies. Le présent recueil contient un résumé non exhaustif des initiatives actuellement menées par les gouvernements et les institutions internationales et régionales qui soutiennent l'accès au financement pour les MPME dirigées par des femmes et qui contribuent à renforcer la participation des femmes à l'économie.

1.4. Le présent recueil expose en détail les problèmes communs, ainsi que les facteurs de réussite. Les problèmes communs incluent le risque perçu qu'il y a à investir dans les MPME dirigées par des femmes, la faible connaissance des notions financières chez les bénéficiaires, les taux de défaut élevés et les difficultés à dialoguer avec les femmes dans les zones reculées ou rurales. Les facteurs de réussite communs incluent une forte volonté politique, l'établissement de nouveaux partenariats tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement, la présence d'institutions locales solides du secteur public ou du secteur privé et de solides cadres de suivi et d'évaluation. Le présent recueil se veut un document évolutif qui peut être utilisé pour inspirer et mettre au point des interventions spécifiques visant à soutenir les MPME dirigées par des femmes.

1.5. Établi par le Secrétariat de l'OMC avec le Centre du commerce international (ITC), ce document a été examiné par les membres du Groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres⁷ et du Groupe de travail informel sur les micro, petites et moyennes entreprises et intègre leurs observations et suggestions. Il comprend une première section consacrée aux principales initiatives menées par les gouvernements, une deuxième section portant sur les initiatives menées par les institutions financières, et une dernière section sur les initiatives menées aux niveaux international et régional. Une annexe reprenant tous les programmes cités complète le recueil.

2 INITIATIVES

2.1. Aujourd'hui, les gouvernements, les organisations internationales, les institutions financières et les organisations de la société civile ont pris plusieurs initiatives pour remédier à l'inégalité d'accès au financement entre les hommes et les femmes. De nombreuses initiatives visent principalement à faciliter l'accès au financement au moyen de prêts, de dons ou d'autres sources de capitaux. En outre, un certain nombre d'initiatives prévoient un soutien non financier destiné à faciliter l'accès aux réseaux, aux marchés et aux compétences.

2.1 PRINCIPALES INITIATIVES MENÉES PAR LES GOUVERNEMENTS

2.1.1 Argentine: Système des sociétés de garantie réciproque

2.2. En 2020-2021, des garanties ont été accordées à plus de 21 000 MPME, y compris à des femmes entrepreneurs, dans le cadre du système des sociétés de garantie réciproque (SGR) de l'Argentine. En 2021, afin d'augmenter le nombre total de MPME ayant accès au système de crédit bancaire et au marché des valeurs mobilières, le gouvernement a mis en œuvre une nouvelle réglementation qui augmente le nombre minimal de MPME que les SGR doivent incorporer dans leur portefeuille chaque année et qui oblige ces sociétés à respecter un contingent de MPME dirigées par des femmes et à incorporer de nouvelles MPME dans leur portefeuille de garanties pour être autorisées à élargir leur fonds de capital-risque.

Source: [Obtener una garantía por parte de una Sociedad de Garantía Recíproca \(SGR\) | Argentina.gob.ar.](#)

2.1.2 Australie

2.1.2.1 Aide pour le commerce en faveur de l'inclusion financière et de l'accès aux marchés

2.3. L'Australie soutient un programme d'Aide pour le commerce inclusif par le biais d'initiatives bilatérales, régionales et multilatérales visant à remédier aux contraintes rencontrées par les femmes. Par exemple, dans le Pacifique, elle soutient les programmes suivants: 1) Pacific Trade Invest, 2) Pacific Private Sector Development Initiative IV, 3) Pacific RISE et 4) Pacific Financial Inclusion Programme. Au niveau mondial, l'Australie investit dans des programmes qui permettent aux pays en développement et aux PMA de bénéficier des avantages du système commercial multilatéral. Les investissements de l'Australie au niveau mondial intègrent l'autonomisation

⁷ [WT/L/1095/Rev.1.](#)

économique des femmes, comme tous les financements australiens en faveur du développement. Parmi les exemples d'investissements multilatéraux au titre de d'Aide pour le commerce qui soutiennent l'accès au financement pour les MPME dirigées par des femmes, on peut citer le Fonds DATA de la Banque mondiale (commerce numérique); le Programme de financement du commerce et des chaînes d'approvisionnement dans le cadre de l'initiative pour l'égalité des genres de la Banque asiatique de développement (financement des PME); le programme "Better Work" de l'Organisation internationale du travail (secteur des vêtements); et un instrument de financement du commerce en faveur de l'hygiène menstruelle. Ces programmes soutiennent les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes en favorisant leur stabilité et leur croissance financières et en facilitant leur entrée sur de nouveaux marchés (entre autres objectifs).

Source: Renseignements communiqués par le gouvernement australien, et base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

2.1.2.2 Australie: Établissement de partenariats avec des investisseurs d'impact pour soutenir les PME détenues par des femmes

2.4. Dans le cadre du projet "Investing in Women" du Département australien des affaires étrangères et du commerce, des partenariats sont établis avec des investisseurs d'impact pour améliorer l'accès au financement des PME détenues et dirigées par des femmes en Indonésie, aux Philippines et au Viet Nam, ainsi que pour faire valoir la nécessité de disposer d'un environnement plus inclusif en matière d'investissement à l'échelle mondiale, en s'appuyant sur quatre composantes. La première composante consiste en des partenariats commerciaux soutenant des coalitions de grands employeurs désireux de promouvoir l'égalité des genres sur les lieux de travail. La deuxième composante consiste à guider les politiques en soutenant et en recueillant les perspectives du secteur privé et d'autres éléments de preuve relatifs à l'économie des soins ou à l'autonomisation économique des femmes. La troisième composante concerne le soutien au leadership, à l'innovation et à l'action au niveau local pour surmonter les obstacles à l'autonomisation économique des femmes. Elle vise à exploiter des exemples positifs pour favoriser une adoption plus large. La quatrième composante met l'accent sur l'investissement d'impact, par le biais d'investissements directs et de partenariats avec les investisseurs afin de renforcer l'accès au financement des PME dirigées par des femmes, ainsi que l'écosystème d'investissement intégrant les perspectives de genre.

Source: <https://investinginwomen.asia/>.

2.1.2.3 Accès au financement pour aider les entrepreneuses à développer leurs jeunes entreprises

2.5. L'Initiative "Boosting Female Founders" (Encourager les fondatrices) du gouvernement australien soutient les jeunes entreprises créées par des femmes (détenues et dirigées en majorité par des femmes) pour l'accès au financement à grande échelle et le développement de leur activité. Le programme a pour objectifs: 1) de stimuler les investissements du secteur privé dans de jeunes entreprises innovantes dirigées par des femmes; 2) d'aider les entrepreneuses à surmonter les obstacles pour accéder au financement et à un soutien pour développer leurs jeunes entreprises à plus grande échelle; 3) de permettre aux créatrices d'entreprise de se développer à plus grande échelle, de s'implanter sur des marchés nationaux et/ou mondiaux et de devenir autosuffisantes; et 4) de stimuler l'économie en intensifiant la diversité chez les fondateurs de jeunes entreprises. Les dons sont accordés sur la base d'un cofinancement, à savoir que le montant du don représente jusqu'à 50% des coûts admissibles du projet, sauf si des prescriptions additionnelles sont respectées. Les bénéficiaires peuvent aussi avoir droit à un mentorat et à des conseils d'experts.

Source: <https://business.gov.au/grants-and-programs/boosting-female-founders>.

2.1.3 Barbade: Cadre de politique nationale pour le développement des MPME

2.6. Le pilier 2 du Cadre de politique nationale de la Barbade pour le développement des micro, petites et moyennes entreprises concerne l'accès au financement. Les objectifs de ce pilier consistent à diminuer la quantité élevée de formalités administratives que doivent accomplir les MPME pour accéder au financement, à renforcer le cadre d'atténuation des risques pour améliorer l'accès au financement et à créer des possibilités de financement alternatif et innovant pour les MPME ou à élargir les possibilités existantes. Élaboré en 2016, le Cadre de politique nationale reconnaît que les femmes jouent un rôle économique important et cherche à assurer leur égalité et l'équité des

possibilités entre les MPME détenues par des femmes et celles détenues par des hommes en identifiant les facteurs qui limitent la participation des femmes au commerce, en renforçant les capacités, en facilitant la formation, en élaborant des outils et des services de soutien pour faciliter l'innovation et en créant des possibilités d'entreprise et d'emploi spécifiques pour les femmes avec un financement proportionnel.

Source: <https://www.barbadosparliament.com/uploads/sittings/attachments>.

2.1.4 Canada

2.1.4.1 Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat (SFE)

2.7. En 2018, pour soutenir les entrepreneuses, le gouvernement du Canada a lancé la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat, aussi appelée SFE. Coordonnée par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE), la SFE déploie une approche à l'échelle de l'ensemble du gouvernement pour accroître l'accès des entreprises détenues par des femmes aux financements, aux réseaux et aux compétences dont elles ont besoin pour créer, développer et accéder à de nouveaux marchés. Depuis son lancement, la SFE s'est développée et représente des investissements et des engagements fédéraux d'un montant atteignant presque 7 milliards de CAD et provenant de près de 20 départements, organismes et sociétés d'État de niveau fédéral.

Source: <https://ised-isde.canada.ca/site/strategie-femmes-entrepreneuriat/fr>.

2.1.4.2 Fonds de prêts pour les femmes en entrepreneuriat

2.8. Certains programmes de la SFE mettent l'accent sur la réduction des obstacles au financement rencontrés par les entrepreneuses. Le budget 2021 a engagé 55 millions de CAD en faveur du Fonds de prêts pour les femmes en entrepreneuriat, qui est géré par l'ISDE. Le Fonds de prêts pour les femmes en entrepreneuriat accorde des prêts allant jusqu'à 50 000 CAD à des entrepreneuses ayant des parcours divers par le biais de cinq organismes administrateurs de prêts. Bien qu'il y ait des paramètres uniformes pour octroyer les prêts, les administrateurs de prêts offrent des services divers à une clientèle diversifiée, par exemple des prêts à taux nul, des microcrédits inférieurs à 15 000 CAD, des prêts aux femmes autochtones et des prêts en ligne. Ces administrateurs fournissent également des services de soutien général additionnels pour accroître la probabilité de réussite à long terme pour les bénéficiaires. Au 30 juin 2023, des prêts d'un montant total supérieur à 9,9 millions de CAD ont été accordés à plus de 300 entrepreneuses.

Source: <https://ised-isde.canada.ca/site/strategie-femmes-entrepreneuriat/fr/fonds-prets-pour-femmes-entrepreneuriat>.

2.1.4.3 Initiative pour l'inclusion des femmes dans le secteur du capital de risque

2.9. L'Initiative pour l'inclusion des femmes dans le secteur du capital de risque de la SFE est un programme de 15 millions de CAD lancé en 2022 et dirigé par l'ISDE afin de créer un environnement plus inclusif pour les investisseurs de capital-risque et les investisseurs providentiels en faveur des entrepreneuses canadiennes. Cinq organisations bénéficiaires ont été sélectionnées pour administrer cette initiative en mars 2023 et leurs projets commencent à être déployés dans tout le Canada.

Source: <https://ised-isde.canada.ca/site/strategie-femmes-entrepreneuriat/fr/initiative-pour-linclusion-femmes-dans-secteur-capital-risque-sfe>.

2.1.4.4 Inclusion financière des micro, petites et moyennes entreprises

2.10. Le projet du Canada relatif à l'inclusion financière vise à promouvoir la prospérité économique des femmes et des hommes à faible revenu en Haïti et en République démocratique du Congo en leur permettant d'accroître leurs revenus et leur épargne et d'améliorer leurs moyens d'existence et leur qualité de vie. Les activités du projet comprennent: 1) l'augmentation du nombre de personnes, en particulier de femmes, qui bénéficient de services financiers grâce à une augmentation du nombre de succursales et d'agents bancaires et à des possibilités de formation, 2) l'augmentation de l'utilisation des services financiers par les MPME, en particulier celles qui sont contrôlées par des femmes, 3) l'augmentation de l'utilisation des services financiers agricoles par les entrepreneurs agricoles en Haïti et 4) l'amélioration de l'accès aux services d'épargne mobiles et à l'assurance médicale pour les personnes à faible revenu, en particulier les femmes en République démocratique du Congo. En septembre 2021, les résultats ci-après avaient été obtenus: 1) 438 000 personnes à

faible revenu ont pu accéder à des services financiers en République démocratique du Congo et en Haïti (36% de femmes); 2) le prêt "Just for Her", destiné aux micro, petites et moyennes entreprises contrôlées par des femmes, a été lancé en République démocratique du Congo. Depuis son lancement en mars 2021, 6,6 millions de CAD ont été distribués à 1 001 femmes; 3) en Haïti, le prêt agricole reste un succès, le nombre de bénéficiaires ayant doublé en quatre ans pour atteindre un total cumulé de 2 080, dont 83% sont des femmes qui travaillent dans la chaîne de valeur agricole; et 4) au total, plus de 216 000 clients ont reçu une formation financière (65% de femmes).

Source: [FINCA Canada: Fighting Poverty with Microfinance and Social Enterprise](#) (Lutter contre la pauvreté grâce au microfinancement et aux entreprises sociales) et base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

2.1.5 Chili

2.1.5.1 Financement initial pour les entreprises dirigées par des femmes, CORFO

2.11. Programme pour les entreprises dirigées par des femmes. En 2021, un soutien au financement initial a été accordé à 45 entrepreneuses au titre du programme prévu dans la Stratégie institutionnelle en faveur de l'égalité des genres de la Société de développement de la production (CORFO). Ces entrepreneuses ont reçu un financement de l'ordre de 765 millions de CLP. Cette initiative en faveur du capital a le même objectif que le programme plus large de financement initial, mais elle est unique en ce qu'elle est entièrement axée sur l'octroi d'un soutien aux entrepreneuses.

Source: https://www.corfo.cl/sites/cpp/convocatorias/semilla_inicia_empresas_lideradas_mujeres.

2.1.5.2 Programme de soutien à la revitalisation (PAR – Autonomisation des femmes), CORFO

2.12. Le programme soutient les contribuables dans le secteur des micro, petites et moyennes entreprises afin d'accroître le potentiel de production et renforcer la gestion des entreprises et l'activité entrepreneuriale. Il soutient aussi le développement des compétences et des capacités des entrepreneurs en cofinçant des projets d'investissement en vue de créer de nouvelles possibilités commerciales et de maintenir celles qui existent déjà. Les entrepreneurs doivent faire état d'une initiative personnelle qui améliore la compétitivité en incorporant ou en faisant fond sur l'un ou plusieurs des éléments suivants: efficacité énergétique et/ou utilisation de sources d'énergie renouvelables non conventionnelles dans leurs processus; utilisation de sources d'eau non conventionnelles telles que le recyclage ou la transformation des eaux grises ou noires, le dessalement, le captage de l'humidité de l'air ou d'autres sources qui n'augmentent pas la charge, la demande ou la concurrence pour l'eau douce de surface, du sous-sol ou souterraine, pour les énergies renouvelables ou les combustibles fossiles; irrigation technicisée ou autres mécanismes d'efficacité hydrique; processus d'économie circulaire, ou recyclage et réutilisation des déchets.

Source: https://www.corfo.cl/sites/cpp/convocatorias/par_mas_metropolitana_elpm.

2.1.5.3 Programme "Capital Abeja Emprende" du SERCOTEC

2.13. Un fonds concurrentiel du Service de coopération technique (Sercotec) qui apporte un soutien pour aider les femmes à lancer leurs propres nouvelles entreprises et à participer au marché.

2.14. Pour mettre en œuvre le projet d'entreprise, il cofinance un plan de travail qui comprend des actions de gestion d'entreprise et des investissements dans les actifs nécessaires pour atteindre l'objectif du projet.

Source: <https://www.sercotec.cl/capital-abeja-emprende/>.

2.1.5.4 Programme de soutien à la revitalisation (PAR) – Soutien aux entreprises dirigées par des femmes – Région de Valparaíso (CORFO 2022)

2.15. Programme conçu pour aider les micro, petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes à rétablir leurs capacités de production et de gestion. Il s'agit de financer des projets individuels qui offrent une formation, des plans d'entreprise, des services de conseil, une assistance technique, des fonds de roulement et/ou des possibilités d'investissement.

Source: https://www.corfo.cl/sites/cpp/convocatorias/parcam_valparaiso.

2.1.5.5 Programme Mujer Exporta (Les femmes exportent) de ProChile

2.16. S'agissant des programmes d'internationalisation, le Programme Mujer Exporta de ProChile encourage les entreprises exportatrices dirigées par des femmes ou les entreprises dirigées par des femmes ayant un potentiel d'exportation en travaillant activement pour les intégrer dans le paysage commercial international.

2.17. En 2023, les initiatives du programme Mujer Export étaient axées sur quatre grands domaines:

- **Programmes d'éducation et de formation pour les parties prenantes à la fois internes et externes.** Cette initiative vise à sensibiliser à des questions spécifiques dans l'ensemble du réseau des bureaux de ProChile, tant au Chili qu'à l'étranger. ProChile compte 16 bureaux régionaux au Chili et 56 bureaux à l'étranger.
- **Industries créatives.** Les activités de ProChile sont beaucoup axées sur les industries créatives, y compris sur les offres plus traditionnelles habituellement associées aux femmes, ainsi que sur d'autres domaines comme la musique, les jeux vidéo, le secteur de l'édition ou les productions audiovisuelles. Les femmes représentent une part importante des équipes de travail dans ces secteurs et ProChile est très attaché à mettre leurs rôles en évidence.
- **Innovation dans le domaine des produits alimentaires.** Ce secteur compte le plus grand nombre d'entreprises dirigées par des femmes. Des activités sont également envisagées dans ce domaine, l'objectif étant non seulement de promouvoir de nouveaux domaines, mais aussi de maintenir les domaines traditionnels.
- **Récompenses et réseautage au titre du programme Mujer Exporta.** ProChile s'emploie à promouvoir les récompenses dans le cadre du programme Mujer Exporta comme une plate-forme de référence pour reconnaître les femmes d'affaires chiliennes. La deuxième cérémonie de remise des récompenses à venir reconnaîtra des femmes venant de tout le pays pour leurs rôles dans six catégories différentes.

Source: <https://acceso.prochile.cl/landing/mujer-exporta/>.

2.1.6 Chine

2.1.6.1 Soutenir l'activité entrepreneuriale des chercheuses

2.18. En juin 2021, le Ministère des sciences et de la technologie et la All-China Women's Federation (Fédération nationale des femmes de Chine), ainsi que onze autres départements, ont lancé conjointement des "Mesures visant à aider les chercheuses à jouer un plus grand rôle dans l'innovation scientifique et technologique". Seize mesures portant sur l'organisation des carrières des talents féminins ont été élaborées, prévoyant notamment de former des talents féminins de haut niveau dans le domaine scientifique et technologique, d'améliorer leurs capacités en matière d'innovation et d'activité entrepreneuriale, d'améliorer les mécanismes d'évaluation, et de soutenir les chercheuses pendant les périodes de grossesse et d'allaitement. S'agissant de soutenir les chercheuses pour l'innovation et l'activité entrepreneuriale, les mesures sont les suivantes: 1) soutenir les zones de développement industriel consacrées aux technologies de pointe et les incubateurs d'entreprises au niveau national pour offrir davantage de ressources aux talents féminins du domaine scientifique et technologique aux fins de la création d'entreprise; 2) développer des plates-formes et offrir des services aux talents féminins du domaine scientifique et technologique pour accélérer la commercialisation de leurs résultats technologiques en collaboration avec les entreprises; 3) donner la priorité aux candidates dans les processus concurrentiels de financement de la recherche, les programmes et les récompenses.

Source: www.gov.cn/zhengce/zhengceku/2021-07/19/content_5625925.htm.

2.1.6.2 Initiative de soutien financier aux PME dirigées par des femmes

2.19. En 2020, la All-China Women's Federation (Fédération nationale des femmes de Chine) et la Banque chinoise pour la construction ont lancé conjointement une initiative nationale visant à soutenir les entreprises dirigées par des femmes. Elle vise à accorder un crédit total de 10 milliards

de CNY (1,37 milliard d'USD) à un minimum de 10 000 PME dirigées par des femmes dans les trois ans. Pour le moment, les fédérations provinciales des femmes collaborent avec des établissements financiers locaux pour développer des produits de crédit et de prêt spécifiquement pour les PME dirigées par des femmes. Des cours de formation en ligne sont également élaborés pour aider les entrepreneuses à mieux comprendre le financement et les politiques, lois et réglementations connexes, à renforcer leurs compétences de gestion et capacités de direction, ainsi qu'à partager les expériences.

Source: All-China Women's Federation.

2.1.7 Colombie

2.1.7.1 Fonds pour les femmes entrepreneurs

2.20. Créé par décret, le Fonds pour les femmes entrepreneurs (Fondo Mujer Emprende) a été lancé en février 2021 par la Colombie. Son objectif est de financer les entreprises de femmes et de renforcer les capacités de ces dernières. Il vise à contribuer à combler les lacunes auxquelles les femmes sont confrontées lorsqu'il s'agit de créer une entreprise par les moyens suivants: 1) facilitation de l'accès au financement, 2) création de projets de production rentables, durables, évolutifs et offrant des emplois de qualité, 3) utilisation des TIC, 4) élimination des obstacles à l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales et 5) renforcement des réseaux de contact pour la commercialisation. Les secteurs prioritaires pour les femmes rurales sont les suivants: avocat, cacao, café, canne à sucre, élevage et artisanat. La mode, le tourisme et les produits alimentaires transformés, entre autres, sont des secteurs prioritaires pour les femmes urbaines. Les ressources du Fonds proviennent du budget national, de la coopération internationale et du secteur des entreprises et servent à soutenir les femmes entrepreneurs.

Source: [Fonds pour les femmes entrepreneurs | Agence présidentielle de coopération internationale \(apccolombia.gov.co\)](#), et base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

2.1.7.2 Fonds pour le financement du secteur agricole

2.21. Le Fonds pour le financement du secteur agricole (FINAGRO) finance la production, la commercialisation, la transformation et les services d'appui pour l'agriculture, l'élevage, la pêche, la pisciculture, la sylviculture et les activités rurales, y compris l'artisanat, le tourisme rural, la transformation des métaux précieux et des pierres gemmes et l'exploitation minière. Les prêts sont destinés à tous les producteurs qui sont des personnes physiques ou morales classées et définies par le FINAGRO comme étant des petits producteurs, des producteurs moyens ou des grands producteurs, des femmes rurales à faible revenu ou des MPME. Les taux d'escompte et d'intérêt dont sont assortis les crédits dépendent de la catégorie à laquelle appartient le producteur qui demande le prêt, selon la classification du FINAGRO. Les conditions et les délais de grâce pour les prêts accordés par le FINAGRO dépendent du cycle de production de l'activité à financer. Pour qu'un demandeur puisse bénéficier d'un prêt du FINAGRO, il faut que 75% de ses actifs totaux soient investis dans le secteur agricole ou que les deux tiers de ses revenus proviennent de ce secteur. Les lignes de crédit du FINAGRO offrent divers avantages à l'agriculteur, notamment l'accès à un prêt à un taux d'intérêt plafonné, qui est plus bas pour les petits producteurs ou les producteurs vulnérables. En outre, le FINAGRO encourage les intermédiaires financiers à accorder des prêts aux agriculteurs. Cette incitation est fondée sur l'écart entre le taux d'intérêt maximal pour chaque catégorie de producteurs et le taux de réescompte accordé par le FINAGRO à l'intermédiaire financier. Cet écart, ou marge d'intermédiation, varie entre 7,5 et 12 points de pourcentage, selon la catégorie de producteurs.

Source: [Fonds pour le financement du secteur agricole | FINAGRO](#).

2.1.7.3 Pacte pour la Colombie

2.22. Le Plan national de développement de la Colombie (2018-2022), intitulé "Pacte pour la Colombie", comprend un chapitre sur l'égalité des genres, le Pacte XIV pour l'égalité des genres. La ligne G du Pacte pour l'égalité des genres considère les femmes rurales comme des acteurs de la transformation de l'espace rural. Le Pacte garantit l'inclusion de ces femmes dans les processus de planification sociale et de planification de la production, la fourniture de services de vulgarisation agricole et l'accès au crédit en vue de parvenir à un développement rural équitable. Dans le cadre

du Pacte, le Ministère de l'agriculture encourage à la fois l'épargne et l'accès aux instruments de crédit. Il soutient en particulier l'inclusion des agriculteurs familiaux et des petits producteurs par l'intermédiaire du Fonds de garantie agricole (Fondo Agropecuario de Garantías – FAG), ainsi que d'alliances avec le Ministère de l'environnement et du développement durable visant à encourager les versements en faveur des services environnementaux et le ciblage des ressources pour l'élaboration de projets durables dans le cadre de la politique de croissance verte. Le Ministère de l'agriculture et du développement rural coordonnera également les stratégies visant à offrir une formation économique et financière pertinente et efficace aux femmes dans les régions rurales.

Source: [Plan national de développement "Pacte pour la Colombie, pacte pour l'équité" 2018 - 2022 | Observatorio Regional de Planificación para el Desarrollo \(Observatoire régional de la planification pour le développement, cepal.org\)](#).

2.1.7.4 Soutien juridique pour l'accès préférentiel au crédit

2.23. La Loi n° 731/02 de la Colombie donne expressément la priorité aux femmes rurales. L'article 9 a permis de créer des lignes de crédit assorties de taux préférentiels pour ces femmes. Il a ouvert l'accès au Fonds de garantie agricole (FAG) afin d'aider les femmes entrepreneurs à accéder au crédit pour les activités de production. Les Résolutions n° 1 et n° 6/02 de la Commission nationale de crédit agricole déterminent l'accès au crédit en fonction des ressources du Fonds pour le financement du secteur agricole (FINAGRO). Des conditions sont établies pour l'accès aux crédits et aux garanties du FAG (Fonds de garantie agricole) et le FINAGRO est autorisé à ouvrir des lignes de crédit pour financer les activités rurales des femmes. La Loi n° 823/03 autorise le crédit pour les femmes et le soutien des mères célibataires défavorisées pour l'élaboration de projets de production.

Source: [Loi n° 731 de 2002 - Registre des lois - Fonction publique \(funcionpublica.gov.co\)](#), et base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

2.1.8 Côte d'Ivoire: Fonds de crédit pour le lancement et le développement des entreprises de femmes

2.24. Le Fonds d'aide aux femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI) vise à permettre aux femmes du pays de créer ou de développer des projets générateurs de revenus en leur offrant un accès au crédit à des taux préférentiels. Les femmes âgées de 21 ans ou plus ayant un projet de ce type peuvent demander un prêt auprès des institutions de microfinance partenaires. Trois types d'instruments de crédit sont disponibles: le crédit pour les femmes qui en sont au stade initial de leur projet générateur de revenus, le crédit pour les femmes qui mettent déjà en œuvre leur projet et le crédit collectif pour les groupes de femmes et les ONG de femmes. Depuis son lancement, le FAFCI a soutenu 250 000 femmes de diverses régions en Côte d'Ivoire et affiche un taux de remboursement des prêts de 97%.

2.25. Les facteurs de réussite incluent la volonté politique et l'efficacité des institutions locales de microfinance. Le FAFCI est soutenu par le Cabinet du Président et la Première Dame. Avec le soutien du gouvernement, le budget initial du FAFCI a été porté de 2 millions d'USD à 8 millions d'USD. Le Cabinet du Président entend faire passer le budget à 40 millions d'USD en 2025. Outre le gouvernement et son soutien, les institutions locales de microfinance sont des partenaires clés pour ce projet. Elles sont responsables des fonds pour le logement et aident les femmes à ouvrir leurs propres comptes bancaires et à gérer leurs prêts.

Source: [Authentification :: FAFCI :: Fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire](#) et <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

2.1.9 Équateur: Améliorer l'accès au financement pour les femmes rurales

2.26. BanEcuador, une banque nationale de développement équatorienne, a créé deux produits financiers destinés spécifiquement aux femmes: *Credito Super Mujer* et *Credito Mujer Emprendedora*. *Credito Super Mujer* est destiné aux femmes du secteur agricole qui cherchent à financer leurs activités agricoles. *Credito Mujer Emprendedora* vise à financer l'achat d'actifs fixes et le fonds de roulement pour les femmes entrepreneurs dans les secteurs de la production, du commerce et des services.

2.27. En 2021, BanEcuador a accordé des crédits aux femmes pour un montant total de 187,2 millions d'USD. Cela représentait 42,51% du crédit total accordé par BanEcuador sur l'ensemble de ses lignes de crédit. Au total, 69 813 opérations de crédit pour les femmes ont été générées. Au titre du *Credito Super Mujer*, des prêts ont été accordés aux femmes entrepreneurs qui gèrent des exploitations agricoles ou des jardins familiaux. En 2021, 9 285 prêts, pour un montant d'environ 23 millions d'USD, ont été accordés à 9 259 femmes.

2.28. Les difficultés de mise en œuvre incluent l'éloignement géographique de la population rurale, le manque de confiance dans les institutions bancaires, la pauvreté en milieu rural et l'inégalité des genres. Les facteurs de réussite incluent la volonté politique, en particulier de la part de BanEcuador et du Ministère de l'agriculture, ainsi que l'établissement de nouveaux partenariats et de nouvelles synergies entre BanEcuador, le Ministère de l'agriculture, ONU-Femmes et le projet ProAmazonia du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Ministère de l'environnement.

Source: [Crédito Súper Mujer Rural - BanEcuador](https://www.shetrades.com/outlook/home); <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

2.1.10 Union européenne

2.1.10.1 InvestEU

2.29. Le Programme InvestEU 2021-2027 vise à donner une impulsion supplémentaire à l'investissement durable, à l'innovation, à l'inclusion sociale et à la création d'emploi en Europe. Le programme a trois composantes essentielles: le Fonds InvestEU, la plateforme de conseil d'InvestEU et le portail InvestEU. Il vise à générer des investissements de 372 milliards d'EUR grâce à une garantie budgétaire de l'UE prenant la forme d'un financement de la dette ou des fonds propres. Pour combler l'écart entre hommes et femmes dans les investissements en capitaux (en Europe, seuls 1% des capitaux levés sont allés à des entités fondées uniquement par des femmes et 15% à des équipes mixtes), la Commission européenne a décidé de soutenir les fonds d'investissement dirigés par des femmes et intégrant la diversité des genres. Cela s'est fait en introduisant un objectif pour les intermédiaires sur le marché des capitaux qui sont soutenus par le Fonds InvestEU dans le cadre du Fonds européen d'investissement. L'objectif prévoit que, dans au moins 25% des fonds soutenus, il doit y avoir des femmes parmi la haute direction ou dans les instances de prise de décisions en matière d'investissement. Cela contribue à accroître les financements allant à des entreprises dirigées par des femmes et diversifiées car des études montrent que les fonds qui intègrent la diversité sont deux à trois fois plus susceptibles d'investir dans ce même type d'entreprises. Dans le cadre de la plateforme de conseil d'InvestEU, un soutien technique et au renforcement des capacités sera fourni aux investisseurs femmes ou se réclamant de la diversité des genres et aux établissements financiers en vue de soutenir leur capacité à offrir des services et des produits financiers, qui élargiront le champ de l'inclusion financière des femmes et favoriseront la croissance des entreprises détenues/dirigées par des femmes..

Source: [Programme InvestEU \(europa.eu\)](https://europa.eu).

2.1.10.2 Programme d'inclusion financière "InclusiFi"

2.30. Le programme d'inclusion financière "InclusiFi" de l'Union européenne a été mis en œuvre par le CDP (Italie) et l'AECID (Espagne) pour augmenter le financement disponible pour les entrepreneurs locaux établis en Afrique subsaharienne et en Afrique du Nord, qui ont actuellement du mal à accéder aux prêts ou aux capitaux dont ils ont besoin pour créer ou développer leur entreprise. En fournissant une garantie financière d'un montant maximal de 60 millions d'EUR, l'UE devrait permettre de porter le budget total du projet à 235 millions d'EUR. Ce projet fournira en particulier un appui aux petites entreprises dirigées par des femmes, des jeunes et des migrants. Par conséquent, le programme contribuera à réduire les inégalités et à créer des emplois.

Source: [Programme InclusiFi | CDP](https://cdp.eu).

2.1.10.3 Initiative "Team Europe" – Investir dans les jeunes entreprises en Afrique

2.31. En mai 2021, l'UE a lancé l'Initiative "Team Europe", "Investir dans les jeunes entreprises en Afrique" (TEI IYBA). TEI IYBA rassemble l'UE, onze États membres de l'UE (dont leurs organismes de développement et institutions de financement du développement), la Banque européenne

d'investissement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. L'Initiative accroît le soutien financier et technique aux entreprises en phase de démarrage, y compris de démarrage très précoce, en Afrique, et met l'accent sur les projets menés par des femmes. Deux des trois composantes essentielles étendent l'accès au financement pour les entreprises qui se trouvent au stade antérieur à l'amorçage, au stade de l'amorçage, ou au stade de la série A ou B. Elles incluent IYBA-WE4A (Women Entrepreneurship for Afrique, ou Femmes en entrepreneuriat en Afrique), un programme qui fournira aux entrepreneuses des formations et un soutien technique, ainsi que des possibilités claires pour bénéficier d'un soutien financier. Le programme est prévu pour soutenir plus de 4 000 entrepreneuses de façon directe, et plus indirecte. Un programme de financement mixte auquel l'UE contribuera 13 millions d'EUR est prévu; il investira dans des fonds locaux qui, à leur tour, investiront jusqu'à 500 000 EUR dans des entreprises et des entrepreneurs prometteurs en phase de démarrage. La troisième composante essentielle consiste à renforcer l'écosystème des organisations qui soutiennent les entrepreneurs et les jeunes entreprises. Elle comprend un nouveau programme intitulé IYBA SEED (Support for Entrepreneurship Ecosystem développement, ou Soutien au développement de l'écosystème de l'entrepreneuriat), auquel l'UE contribue 19,65 millions d'euros, l'Allemagne 2 millions d'EUR, la France 1 million d'EUR, et la Slovaquie 200 000 EUR.

Source: [Investing in Young Businesses in Africa – Overview August 2023.pdf \(europa.eu\)](#) (Investir dans les jeunes entreprises en Afrique – Aperçu août 2023).

2.1.10.4 Investment Climate Reform (ICR) Facility (Facilité ICR)

2.32. La Facilité ICR travaille avec des partenaires publics et privés des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique pour améliorer le climat de l'investissement – y compris l'accès au financement – afin que le secteur privé puisse prospérer, créer des emplois décents et générer une croissance durable. Elle se concentre sur les réformes de l'environnement des affaires qui soutiennent la pleine participation des femmes à l'économie. Elle fournit ainsi une assistance technique aux institutions de financement du développement (IFD) nationales et sous-régionales dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique pour qu'elles deviennent des institutions plus fortes et qu'elles identifient, préparent et mettent en œuvre des projets et des investissements ayant un impact élevé sur le développement, notamment eu égard à l'autonomisation économique des femmes et à l'investissement dans une optique de genre. Depuis 2020, plus de 50 IFD ont bénéficié de ce soutien. Par exemple, en mars 2023, la Banque de développement agricole de Tanzanie (TADB), qui appartient à l'État, a lancé un nouveau programme de financement pour les femmes et les jeunes, qu'elle a élaboré avec la Facilité ICR. Les femmes et les jeunes agriculteurs peuvent désormais recevoir des prêts à des conditions adaptées à leurs besoins. La Facilité ICR est cofinancée par l'Union européenne (UE), l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ("OEACP") dans le cadre du onzième Fonds européen de développement (FED) (20 millions d'EUR), ainsi que par le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) (6,5 millions d'EUR) et le British Council (0,25 million d'EUR). Il est mis en œuvre par la GIZ, le British Council, Expertise France et SNV.

Source: [Facilité ICR \(icr-facility.eu/fr/\)](#).

2.1.11 États membres de l'Union européenne

2.1.11.1 Allemagne

2.33. L'Allemagne soutient un ensemble de fonds qui ont pour objectif, direct ou indirect, d'assurer l'accès au financement pour les MPME détenues et/ou dirigées par des femmes. Par le biais d'investissements permettant de garantir les premières pertes, l'Allemagne (par le biais du Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)) endosse les risques liés aux investissements d'autres parties prenantes publiques et privées et permet ainsi à un éventail plus large d'acteurs d'unir leurs forces pour soutenir les MPME dirigées par des femmes. Parmi ces fonds figurent, mais pas exclusivement, les suivants:

2.34. **AfricaGrow:** fonds de fonds lancé en 2019 qui fournit des capitaux à des jeunes entreprises et des MPME en Afrique (essentiellement dans les pays du Compact with Africa, un partenariat du G-20 avec l'Afrique) et qui met l'accent, entre autres, sur l'accès au financement pour les MPME dirigées par des femmes.

Source: [KfW and Allianz establish fund for joint investments in African companies | KfW](#).

2.35. Microfinance Enhancement Facility (Mécanisme pour le développement de la microfinance) (MEF): grand fonds mondial, en activité depuis 2009, qui soutient les MPME et met particulièrement l'accent sur celles qui sont dirigées ou détenues par des femmes.

Source: [Welcome to MEF — Microfinance Enhancement Facility \(mef-fund.com\)](https://mef-fund.com/).

2.36. Africa Conservation and Communities Tourism Fund (Fonds pour le tourisme en faveur de la conservation et des communautés en Afrique) (ACCT): fonds établi en 2021 et axé sur l'Afrique subsaharienne qui soutient les MPME dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie, y compris les MPME dirigées par des femmes.

Source: <https://innpact.com/references/acct-africa-conservation-and-communities-tourism-fund/>.

2.37. Women Entrepreneurs Finance Initiative (Initiative de financement en faveur des entrepreneuses) (We-Fi): un de ses plus important donateurs et actuellement à la présidence du Comité directeur de l'initiative. Hébergé par la Banque mondiale, ce partenariat entre gouvernements, banques multilatérales de développement, et secteurs public et privé soutient les entrepreneuses en intensifiant l'accès au financement, aux compétences, aux marchés et aux écosystèmes entrepreneuriaux.

Source: [Women Entrepreneurs Finance Initiative | Women Entrepreneurs Finance Initiative \(we-fi.org\)](https://we-fi.org/).

2.1.11.2 Irlande

2.38. Enterprise Ireland considère que la réussite économique de l'Irlande résultera de la mise en place d'un écosystème entrepreneurial solide utilisant les compétences, l'ambition et le talent d'une population diversifiée. Un axe important pour Enterprise Ireland consiste à accroître les possibilités offertes aux entrepreneuses et aux femmes dans les postes de direction et ce travail repose sur un Plan d'action sur six ans pour les entrepreneuses. Un objectif essentiel de la Stratégie en faveur des entrepreneuses consiste à augmenter le nombre de femmes qui deviennent entrepreneuses et dirigeantes. S'il y a encore à faire, les progrès sont maintenant clairs et, en 2022, 37% des 161 jeunes entreprises dans lesquelles nous avons investi étaient dirigées par des femmes, contre 8% seulement en 2012.

2.39. Enterprise Ireland soutient la fourniture de plusieurs programmes de renforcement des capacités destinés aux entrepreneuses, et notamment:

2.40. Inspiring Women Entrepreneurs (Inspirer les entrepreneuses): initiative conçue sur mesure et consciente de la difficulté particulière qu'il y a à encourager davantage de femmes à créer des entreprises évolutives et innovantes axées sur les marchés d'exportation.

Source: [Inspiring Women Entrepreneurs • Why not join them?](#)

2.41. Going for Croissance (Vers la croissance): financé par Enterprise Ireland et KPMG, le programme aide les entrepreneuses ambitieuses à réaliser leurs objectifs de croissance.

Source: [Supporting Female Entrepreneurs | Going for Growth](#).

2.42. HPSU Feasibility Study (Étude de faisabilité pour les jeunes entreprises à fort potentiel): permet aux jeunes entreprises de bénéficier d'un maximum de 30 000 EUR pour les aider à tester la faisabilité de leur stratégie commerciale, à identifier les risques et à connaître les ressources dont ils ont besoin pour commencer à se développer.

Source: [HPSU Feasibility Study Grant | Business Support | Enterprise Ireland \(enterprise-ireland.com\)](#).

2.43. Pre-Seed Start Fund (Fonds de financement antérieur à l'amorçage): soutient et finance des entreprises en phase de démarrage. Elles peuvent demander un investissement maximum de 100 000 EUR.

Source: [Pre-Seed Start Fund | Business Support | Enterprise Ireland \(enterprise-ireland.com\)](#).

2.44. Innovative HPSU Fund (Fonds pour l'innovation en faveur des jeunes entreprises à fort potentiel): aide les jeunes entreprises à fort potentiel à développer une idée, un produit ou une technologie grâce à un investissement en capital cofinancé jusqu'à 800 000 EUR.

Source: [Innovative HPSU Fund | Business Support | Enterprise Ireland \(enterprise-ireland.com\)](#).

2.45. Parmi les exemples de soutien financier disponibles pour encourager une activité entrepreneuriale innovante, dont les grandes priorités sont l'entrepreneuriat féminin, le développement régional et la durabilité, on peut citer les suivants:

2.46. Irish Innovation Seed Fund Programme (Programme du fonds d'amorçage irlandais pour l'innovation): fonds de fonds de 90 millions d'EUR lancé en 2022 et comprenant un investissement de 30 millions d'EUR du Département des entreprises, du commerce et de l'emploi, par le biais d'Enterprise Ireland, ainsi qu'un investissement équivalent de 30 millions d'EUR du Fonds européen d'investissement et d'un co-investissement de 30 millions d'EUR du Fonds irlandais d'investissement stratégique.

Source: [Irish Innovation Seed Fund \(IISF\) \(eif.org\)](#).

2.47. Women's Financial and Economic Empowerment for Gender Transformative Rural Development (Autonomisation financière et économique des femmes pour un développement rural axé sur l'égalité des genres): Ce programme est un partenariat entre le Département irlandais des affaires étrangères, l'Irish League of Credit Unions Foundation (ILCUF) et le Fonds international de développement agricole (FIDA). L'objectif du programme est d'améliorer l'accès au financement pour les femmes dans les zones rurales et de soutenir le développement des chaînes de valeur en Éthiopie, en Tanzanie et au Kenya. Le programme renforcera les capacités des sociétés coopératives rurales d'épargne et de crédit dans ces trois pays. En Éthiopie, le soutien concernera plusieurs chaînes de valeur en mettant l'accent sur les besoins clairement identifiés à partir du Programme d'intermédiation financière en milieu rural en cours et en s'appuyant sur l'expérience considérable de l'ILCUF dans le pays. Au Rwanda et en Tanzanie, le programme reliera les programmes de l'ILCUF et de la FIDA, qui sont axés sur la chaîne de valeur des produits laitiers. L'objectif de ce travail sera de renforcer le rôle des femmes dans le secteur grâce à un accès amélioré aux services financiers.

2.48. Accelerating the Creation of Rural Nascent Start-ups (ACORNS) (Accélérer la création de jeunes entreprises naissantes en milieu rural): programme destiné aux entrepreneuses en phase de démarrage vivant dans les régions rurales d'Irlande, qui a été commencé à titre expérimental en 2015 et continue d'être financé par le Fonds pour l'innovation et le développement en milieu rural du Ministère irlandais de l'agriculture, de l'alimentation et de la mer. Aujourd'hui dans sa neuvième année et en progression constante, ACORNS est un programme de développement de six mois destiné aux femmes qui aspirent à devenir entrepreneuses en milieu rural. Le programme vise à fournir aux entrepreneuses en phase de démarrage vivant dans les régions rurales d'Irlande les connaissances, le soutien et les possibilités de réseautage leur permettant d'avancer dans le développement de leurs entreprises et de dépasser leurs objectifs. Le programme corrige les lacunes en matière de compétences, de gestion d'entreprise et de capacité des dirigeantes de jeunes entreprises rurales. Il comprend également des phases de développement supplémentaires, ACORNS Plus et ACORNS Community, pour celles qui ont achevé les programmes avec succès. De nombreuses anciennes participantes font état de nouvelles ventes, d'une hausse des ventes, de premières exportations et de créations d'emploi.

Source: [ACORNS – Accelerating the Creation Of Rural Nascent Start-ups](#).

2.1.11.3 Espagne

2.49. Ci-dessous figurent plusieurs exemples d'initiatives espagnoles en matière d'inclusion financière destinées aux MPME dirigées par des femmes:

2.50. Programme Innovatia 8.3: Débuté en 2011 dans le cadre d'une collaboration entre l'Institut espagnol des femmes et l'Université de Santiago de Compostela, cette initiative a joué un rôle pionnier pour promouvoir l'intégration de la question du genre dans les programmes de création de d'entreprises technologiques qui sont issues d'universités. Des outils ont été créés et des formations

dispensées pour rompre avec les biais androcentriques de l'activité entrepreneuriale. Le programme a également honoré et rendu visible des femmes qui ont ouvert la voie dans le cadre d'initiatives entrepreneuriales et des projets découlant de la recherche universitaire dans des secteurs très compétitifs, ayant généré de la valeur sur le plan social et commercial, parce qu'elles ont été actives dans la nouvelle société du savoir déjà en formation. Plusieurs activités ont été organisées entre des entrepreneuses et des entités d'investissement, comme des cours de formation, un programme de mentorat, différentes conférences, des concours et des réunions de financement. Actuellement, 48 universités ont déjà rejoint le réseau Innovatia. En outre, le Forum sur l'investissement Innovatia 8.3 a été organisé en tenant compte de la question de l'égalité hommes-femmes.

Source: <https://innovatia83.es/>.

2.51. Programme PAEM: Il s'agit d'un programme de continuité en place depuis 2000. Il est géré par le biais d'un partenariat entre l'Institut espagnol des femmes et la Chambre de commerce espagnole, et est cofinancé par le Fonds social européen. Le Programme est conçu pour offrir un soutien et des conseils dans le cadre d'initiatives de femmes qui ont des préoccupations liées à l'activité entrepreneuriale, à n'importe quel stade de leur projet, tant au début de l'idée d'entreprise que pendant son démarrage ou sa modernisation. L'objectif ultime est d'accroître le nombre d'entrepreneuses, de faciliter le démarrage de leurs initiatives entrepreneuriales et leur accès au crédit, ainsi que de soutenir les projets lancés. Le programme a été développé dans la plupart des différentes Chambres de commerce provinciales en Espagne. Des renseignements et des conseils sont fournis pour démarrer les projets, principalement dans le cadre d'une activité non salariée. Depuis 2012, la Chambre de commerce espagnole officielle est l'entité intermédiaire désignée par l'Institut espagnol des femmes pour élaborer l'accord de collaboration avec MicroBank. Les différentes Chambres qui participent au programme PAEM établissent un rapport préalable sur la viabilité des projets d'entreprise des femmes du programme, lequel approuve la demande de microcrédits.

Source: [Ayudas para Mujeres Emprendedoras - Programa PAEM \(camara.es\)](http://Ayudas para Mujeres Emprendedoras - Programa PAEM (camara.es)).

2.52. Accord de collaboration avec MicroBank: L'objectif de cet accord est la collaboration entre l'Institut espagnol des femmes et MicroBank afin de faciliter l'accès à un financement spécifique pour le démarrage, la promotion, la consolidation, la croissance et l'amélioration des projets d'entreprise défendus par des femmes. La ligne de financement de ce programme de microcrédit est de 10 millions d'EUR. Pour atteindre l'objectif de l'accord, l'Institut espagnol des femmes s'acquitte, entre autres, des engagements suivants: la promotion de politiques visant à faciliter l'accès des femmes à un travail indépendant et la consolidation, la croissance et l'amélioration de leurs projets d'entreprise grâce au financement de leurs plans d'entreprise; le développement d'un soutien aux entreprises pour les entrepreneuses grâce à un mentorat pour leurs projets d'entreprise; l'établissement des accords appropriés avec de grandes organisations intermédiaires expérimentées afin de fournir, aux services financiers des projets commerciaux pour lesquels le microcrédit est demandé, les conseils techniques et commerciaux nécessaires à l'élaboration, à la validation et au traitement; la fourniture ultérieure de conseils et d'un mentorat pour les projets d'entreprise qui sont mis en place dans le cadre du programme.

Source: Banca ética y social | MicroBank.

2.53. Programme pour l'entrepreneuriat numérique: Le Ministère espagnol des affaires économiques et de la transformation numérique consacrera jusqu'à 51 millions d'EUR au cours des trois prochaines années pour stimuler l'entrepreneuriat numérique des femmes dans le cadre du Programme pour l'entrepreneuriat numérique (ENISA Emprendedoras Digitales). L'objectif est de soutenir et promouvoir, par le biais du financement, des projets d'entrepreneuriat numérique menés par des femmes et de réduire l'écart existant entre hommes et femmes dans ce domaine. Les prêts peuvent être accordés à des entreprises émergentes petites ou moyennes ou à des entreprises en croissance au sein desquelles les femmes occupent une position de direction pertinente dans l'un quelconque de ces domaines: l'actionnariat, les organes administratifs ou l'équipe de gestion. Cette ligne est destinée à la fois aux jeunes entreprises et à celles qui envisagent un projet de consolidation, de croissance ou d'internationalisation.

Source: [Emprendedoras Digitales \(enisa.es\)](http://Emprendedoras Digitales (enisa.es)).

2.54. The Break: Women Entrepreneurship & Internationalization in Spain (Activité entrepreneuriale des femmes et internationalisation en Espagne) (Escuela de organización industrial, EOI): Le programme dispose d'un budget de 10 millions d'EUR jusqu'en décembre 2023 et vise à aider 833 entrepreneuses afin qu'elles puissent s'informer sur l'écosystème entrepreneurial en Espagne, nouer des relations d'affaires avec des entités espagnoles et investir dans notre pays, tout en contribuant à résoudre des difficultés sectorielles dans l'intérêt du développement local en Espagne. Le programme vise également à promouvoir le retour de talents féminins espagnols et a pour cible les entrepreneuses des pays de l'UE, sauf l'Espagne, ainsi que les entrepreneuses espagnoles qui ont leur résidence dans un pays de l'UE et souhaitent revenir en Espagne. Le programme est aligné sur la Stratégie intitulée "L'Espagne, une nation entrepreneuriale", la vision à long terme défendue par le gouvernement afin que l'Espagne devienne un pays de référence pour l'activité entrepreneuriale innovante d'ici à 2030. Ce programme de l'EOI est élaboré en collaboration avec The Break Alliance, une alliance qui regroupe les organisations suivantes: Impact Hub Madrid, Startups St et Mentor Day.

Source: [The Break. Programa de Atracción de Talento Femenino | EOI.](#)

2.1.12 Fidji: Promouvoir la croissance durable des PME

2.55. En 2002, les Fidji ont adopté la Loi sur le développement des micro et petites entreprises et ont créé le Centre national pour le développement des petites et moyennes entreprises (NCSMED) afin de soutenir la croissance durable des PME, ainsi que l'investissement et des emplois valorisants dans ces entreprises. Le NCSMED met en œuvre des programmes de soutien aux entreprises qui visent à améliorer les compétences des bénéficiaires et l'élaboration des produits et à faciliter l'accès au financement. Une partie de cette formation est spécifiquement destinée aux femmes commerçantes.

2.56. La formation en question a été dispensée dans 13 grandes régions aux Fidji, ce qui a profité à 832 communautés et villages. Les entrepreneurs participants ont fait état d'une amélioration en termes de gamme, de qualité et de volume des ventes. Le gouvernement fournit un soutien important afin que le NCSMED continue à mettre en œuvre ces programmes de formation et à aider les entrepreneurs. Les organisations internationales ont reconnu l'importance du NCSMED et ont établi des partenariats afin de dispenser une formation spécialisée aux femmes impliquées dans des projets agricoles spécifiques. Cette formation est très demandée car elle est adaptée aux besoins des participants.

Source: [Fiji Microfinance Policy Review \(worldbank.org\)](#) (Examen de la politique des Fidji en matière de microfinance) et <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

2.1.13 Guyana: Women of Worth

2.57. Women of Worth (WOW) est un programme de microfinancement établi en 2010 par une loi du Parlement dans le but d'aider les mères célibataires du Guyana à créer ou à développer leur propre MPME. Il s'agit d'un partenariat public-privé entre le gouvernement du Guyana, par l'intermédiaire du Ministère des services sociaux et de la sécurité sociale, et une banque commerciale privée, la Guyana Bank for Trade and Industry (Banque pour le commerce et l'industrie du Guyana). Les entreprises multisectorielles ont bénéficié d'un soutien dans le cadre de ce programme. Les secteurs visés incluent l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire, la santé et la beauté, l'artisanat, la garde d'enfants, la création et la mode, et la confection. Dans le cadre du programme WOW, les femmes – des mères célibataires qui gagnent moins de 195 USD par mois – peuvent obtenir des prêts d'un montant maximal de 1 200 USD. Le taux d'intérêt est de 6% par an et le délai de remboursement maximal est de 24 mois. Entre janvier 2011 et mai 2015, 3 422 prêts ont été accordés à 3 296 femmes, parmi lesquelles certaines avaient déjà bénéficié d'un prêt. Le montant total des prêts accordés pendant cette période s'est élevé à 1,85 million d'USD.

2.58. Plusieurs difficultés ont entravé la mise en œuvre du programme WOW, y compris la concentration des emprunteurs dans les zones urbaines, un faible taux de survie des entreprises et des prescriptions excessives en matière de documentation pour l'octroi des prêts. Les mesures prises pour remédier à ces difficultés incluent les suivantes: intensification des efforts de mobilisation pour élargir la couverture géographique des prêts, programmes de mentorat et de soutien pour accroître le taux de survie des entreprises, et soutien fourni par des agents de crédit pour l'élaboration des documents.

2.59. Les facteurs de réussite du programme WOW incluent la volonté politique, l'engagement des bénéficiaires et l'établissement de nouveaux partenariats. Le programme WOW a bénéficié d'un soutien bipartite du Parlement, de conseils et de possibilités de mentorat qui encouragent la participation, ainsi que d'un partenariat public-privé entre le Ministère des services sociaux et de la sécurité sociale et la Guyana Bank for Trade and Industry.

Source: [3961-agreement on national micro credit programme women of worth \(wow\) facility.pdf \(parliament.gov.gy\)](#) et <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

2.1.14 Japon

2.1.14.1 Soutien aux entrepreneuses

2.60. En 2019, le Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie (METI) a réalisé un bilan à l'échelle nationale auprès des instituts et organisations de soutien aux jeunes entreprises pour savoir quelles étaient les difficultés habituelles rencontrées par les femmes dans les affaires et quelles pourraient être des solutions efficaces pour y remédier. Le METI a identifié les difficultés rencontrées particulièrement fréquemment par les nouvelles entrepreneuses. Tout d'abord, il est important de ne pas décourager les entrepreneuses dès le début, même si elles ne disposent pas de connaissances, de réseaux ou de compétences suffisants lorsqu'elles créent leur propre entreprise. À cet égard, plusieurs mesures de soutien doivent être conçues spécifiquement pour les femmes.

2.61. Sur la base des résultats, le METI a mis en place un réseau national appelé "Watashino kigyo oendan", qui signifie "Mes soutiens pour créer une entreprise", composé d'environ 290 organisations de soutien. Les organisations doivent remplir certaines conditions pour devenir membre du réseau, y compris être capables de comprendre les besoins spécifiques des entrepreneuses, d'apporter un soutien approprié, sans oublier d'assurer la sécurité psychologique.

2.62. Ces dernières années, le METI a mis en œuvre des programmes visant à aider les entrepreneuses par le biais d'organisations de soutien affiliées au réseau "Watashino kigyo oendan", et il a offert des programmes de formation aux organisations de soutien, y compris les institutions financières.

Source: <https://www.meti.go.jp/policy/economy/jinzai/joseikigyoka/index.html>.

2.1.14.2 Nadeshiko Brands

2.63. "Nadeshiko Brands" est une initiative visant à présenter certaines sociétés cotées à la Bourse de Tokyo et qui font des efforts remarquables pour favoriser l'autonomisation des femmes sur le lieu de travail comme étant des actions intéressantes pour les investisseurs qui mettent l'accent sur l'augmentation de la valeur des entreprises à moyen et long terme. Par suite, cela encourage les investissements dans ces entreprises et accélère les efforts des entreprises.

Source: <https://www.meti.go.jp/policy/economy/jinzai/diversity/nadeshiko.html>.

2.1.15 Kenya: Un crédit abordable pour améliorer la vie des femmes

2.64. En 2007, le gouvernement kényan a créé le Fonds pour le développement des entreprises dirigées par des femmes afin de permettre aux femmes entrepreneurs d'obtenir des crédits abordables. Le Fonds offre des prêts non garantis, des prêts sans intérêts et d'autres services (comme le renforcement des capacités en matière de commercialisation et de réseautage) pour les femmes d'affaires. Un partenariat a également été établi avec Safaricom afin d'offrir des services bancaires mobiles pour le remboursement des prêts et d'autres services connexes. Dans le cadre du Fonds, des prêts ont été octroyés à plus de 1,6 million de bénéficiaires dans l'ensemble des 47 comtés du Kenya, le montant total de ces prêts s'étant élevé à 16 653 170 580 KES (environ 157 millions d'USD). Un groupe de femmes ayant reçu un financement du Fonds a fait état des résultats suivants: meilleure nutrition des membres de leurs familles, foyers stables grâce à des revenus fiables, projets additionnels assurant la diversité des revenus, meilleur accès aux soins de santé et aux prestations connexes, meilleur logement et capacité de payer les frais de scolarité.

2.65. Afin de garantir la réussite de leurs entreprises prioritaires et le remboursement intégral des fonds, les groupements de femmes doivent comporter 10 à 15 membres. En outre, des fonds sont alloués aux femmes à titre de soutien institutionnel et les groupements bénéficiaires reçoivent une formation de base en comptabilité, entre autres projets de développement des compétences en gestion entrepreneuriale et commerciale.

2.66. Les difficultés qui entravent le fonctionnement du Fonds incluent le faible taux d'adhésion dans certaines régions, le manque de connaissances financières, des taux de défaut élevés, des problèmes de transport public, l'insécurité régionale, le manque de confiance en soi des participants, les sécheresses et le manque de partenaires adéquats dans les comtés éloignés. La volonté politique, l'établissement de nouveaux partenariats et le déploiement de la technologie ont tous été cités comme des facteurs de réussite.

Source: [Welcome - Women Enterprise Fund Kenya \(wef.go.ke\)](http://wef.go.ke) et <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

2.1.16 Malawi: Promouvoir la transition des femmes du secteur informel avec un fonds de crédit

2.67. Afin d'atténuer les difficultés spécifiques rencontrées par les femmes pour accéder au crédit, comme le manque d'accès à des garanties, le Malawi a mis en place un fonds de crédit ciblé qui offre des possibilités aux femmes entrepreneurs. Le Ministère des questions de genre est la principale institution chargée de coordonner et de fournir une assistance technique, en collaboration avec certaines banques commerciales, qui accordent des prêts et les administrent. En complément du financement, les MPME détenues par des femmes bénéficient d'une formation axée sur le renforcement des capacités. Le fonds s'appuie sur une approche collective pour faire en sorte que les groupements ou associations se surveillent mutuellement afin de réduire le risque de défaut. Cette initiative n'a pas encore été pleinement mise en œuvre en raison des retards dans le déblocage du capital d'amorçage par le Trésor national. Ce fonds a pu être créé grâce à un partenariat public-privé étroit entre le gouvernement du Malawi et les banques commerciales.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

2.1.17 Malaisie: Financement pour les femmes en milieu rural

2.68. Le MARA (Conseil de tutelle pour la population), un organisme public, offre un programme de prêts spécifiquement conçu pour les femmes. Cette initiative vise les femmes rurales, notamment celles qui sont les plus vulnérables en Malaisie. Elle ne requiert qu'un seul garant et est ouverte aux entreprises qui opèrent uniquement en ligne. Le MARA accorde des prêts d'un montant compris entre 10 000 MYR et 50 000 MYR. Il dispense aussi des cours d'entrepreneuriat pour les participants au programme de prêts afin de favoriser une utilisation fructueuse des prêts.

2.69. Ce programme de prêts a permis à 417 femmes dans l'ensemble de la Malaisie de créer ou de développer leur entreprise. Depuis 2017, le programme a alloué 11,8 millions de MYR sur les 25 millions initialement prévus, dont 5 millions ont été utilisés pour dispenser une formation à l'entrepreneuriat aux femmes participant au programme de prêts.

2.70. La plupart des requérants ont une formation commerciale très limitée. Il a été remédié à cela par un renforcement des capacités en complément du financement. Le succès global du programme dépend de la volonté politique et de la portée du MARA. La Ministre du développement rural (une femme) a soutenu le programme. Le MARA dispose de bureaux d'État dans tout le pays, ce qui facilite l'accès des femmes rurales à l'information et aux ressources financières.

Source: [DanaNITA – Majlis Amanah Rakyat \(mara.gov.my\)](http://mara.gov.my) et <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

2.1.18 Maldives: Instruments financiers adaptés aux PME

2.71. La Société de financement du développement des PME (SDFC) a été créée en tant qu'institution financière spécialisée pour fournir des produits financiers et des services auxiliaires aux MPME et aux jeunes entreprises aux Maldives. La SDFC octroie 25% des prêts de son portefeuille à des femmes, à des jeunes et à des personnes handicapées. Elle accorde trois grands types de prêts: un prêt destiné aux jeunes entreprises (prêt Fashaa Viyafaari), un prêt aux producteurs

agricoles (prêt Dhanduveri Nafaa) et un prêt au redressement après la COVID-19 (prêt Viyafaari Ehee). Des prêts ont été accordés en réponse à 39 demandes au titre du programme de prêts aux jeunes entreprises, pour un montant de 18,04 millions de MVR, ainsi que 4 prêts au titre du programme de prêts à l'agriculture, pour un montant de 985 400 MVR. Au total, 576 demandes présentées par des femmes ont été approuvées dans le cadre du programme de prêts au redressement après la COVID-19, pour un montant de 117,4 millions de MVR.

2.72. Les facteurs qui ont permis les opérations de financement de la SDFC incluent la volonté politique, l'engagement des requérants et l'établissement de nouveaux partenariats. Le capital de la SDFC est imputé sur le budget du gouvernement national, ce qui témoigne de la volonté du pays d'œuvrer en faveur du développement des PME. Le nombre élevé de demandes émanant à la fois des MPME existantes et des jeunes entreprises montre clairement l'intérêt et le besoin des requérants. Soulignant l'importance du développement des partenariats, la SDFC travaille en collaboration avec diverses organisations nationales, y compris la Business Center Corporation (BCC), la société AgroNet et les ministères compétents pour élaborer des produits destinés aux secteurs prioritaires.

Source: [SDFC - Home Page](#) et <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

2.1.19 Mexique: Soutenir les femmes entrepreneurs avec des produits financiers ciblés

2.73. Au Mexique, la Nacional Financiera (NAFIN) intègre les questions de genre dans les produits de crédit afin d'aider les femmes entrepreneurs à développer leurs activités. La NAFIN a mis en place deux produits financiers destinés aux femmes entrepreneurs: Mujeres Empresarias et Mujeres Régimen de Incorporación Fiscal (RIF)-Crezcamos Juntas. Les deux offrent des prêts assortis de conditions préférentielles pour favoriser la croissance et la compétitivité des petites et moyennes entreprises détenues par des femmes.

2.74. Mujeres Empresarias offre aux entreprises détenues par des femmes un montant maximal de 5 millions de MXN (251 000 USD) pour le fonds de roulement et l'acquisition d'actifs fixes. Ce produit ne nécessite aucune garantie pour les prêts allant jusqu'à 2,5 millions de MXN (125 000 USD). Mujeres RIF-Crezcamos Juntas est destiné aux femmes enregistrées auprès du RIF et offre des prêts d'un montant allant jusqu'à 300 000 MXN (15 000 USD) pour le fonds de roulement et l'acquisition d'actifs fixes. Les deux produits ont une portée nationale. Entre 2015 et 2021, 20 234 prêts ont été accordés, pour un montant total de 26 184 millions de MXN (132 millions d'USD). Parmi ceux-ci, 16 152 prêts ont été accordés à des entreprises dirigées par des femmes.

2.75. L'une des difficultés rencontrées dans la mise en place de ces produits financiers a été de faire accepter ces derniers par les banques commerciales. Pour surmonter cette difficulté, les banques participantes ont été sensibilisées à la nécessité d'offrir des produits financiers différenciés pour les femmes entrepreneurs, sur la base de statistiques concrètes. La volonté politique à l'origine de la coordination des institutions nationales, l'établissement de nouveaux partenariats entre les institutions nationales et les banques privées, et la solidité des institutions locales, y compris les banques commerciales, ont été des facteurs de réussite essentiels.

Source: [NAFIN :: home](#) et <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

2.1.20 République de Moldova: Women in Business

2.76. La République de Moldova a approuvé le programme "Women in Business" dans la Décision gouvernementale n° 1064 du 16/09/2016. Le programme est financé par l'Union européenne et géré par l'Agence de développement de l'entrepreneuriat (ODA) de la République de Moldova. Il vise à aider les femmes à acquérir des compétences en matière de gestion grâce au développement des entreprises, en particulier dans les zones rurales, et à améliorer leur accès à des ressources, services et technologies modernes, et réduire ainsi les inégalités entre hommes et femmes. Women in Business vise également à promouvoir l'internationalisation des MPME.

2.77. Le programme Women in Business comporte deux piliers. Le premier est le soutien à l'initiative entrepreneuriale grâce à des formations et des conseils pour préparer les femmes qui prévoient de lancer leur entreprise, dans le but premier de créer un plan de financement individuel. Le deuxième pilier consiste à soutenir les entreprises nouvellement créées grâce à des

investissements à petite échelle et à soutenir le développement des entreprises pour réduire le risque de faillite. Les bénéficiaires du deuxième pilier recevront une aide financière non remboursable d'un montant maximal de 165 000 MDL (environ 8 500 EUR) et de services de développement des entreprises destinés à rationaliser les investissements.

2.78. Dans son ensemble, le programme a pour but d'accroître les possibilités économiques pour les femmes en réduisant les obstacles à la création ou au développement d'une entreprise; en facilitant l'accès aux investissements et à l'assistance au développement d'entreprises gérées par des femmes, afin de compléter le soutien financier et non financier disponible actuellement en Moldova; en créant un modèle de soutien national intégré en faveur du développement de l'entrepreneuriat féminin, en ciblant différents stades du développement d'entreprise, de la planification, aux entreprises nouvellement créées et aux entreprises en expansion; en renforçant l'infrastructure nationale de soutien aux MPME en élargissant les services offerts; et en contribuant à la mise en œuvre de politiques prioritaires en matière d'égalité hommes-femmes et de développement économique.

Source: <https://www.oda.md/ro/femei-in-afaceri>.

2.1.21 Nouvelle-Zélande: Soutenir les femmes exportatrices au moyen d'activités axées sur le renforcement des capacités et l'investissement

2.79. New Zealand Trade and Enterprise (NZTE), en partenariat avec Te Taurapa Tuhono, organise les activités ci-après pour soutenir les femmes exportatrices: InvestHer Showcase et women in Export Leadership. InvestHer Showcase est une plate-forme permettant aux entreprises dirigées par des femmes d'attirer des investissements en présentant leurs idées aux investisseurs. Ces entreprises bénéficient d'un accompagnement pour élaborer et présenter leur argumentaire. Chaque année, une organisation partenaire différente de l'écosystème de l'investissement est choisie pour organiser l'activité et assurer la participation des investisseurs. Women in Export Leadership est une initiative de réseautage permettant aux femmes exportatrices de partager leurs connaissances et leurs expériences en matière de participation au commerce. Les activités en ligne durent une heure, la première demi-heure étant consacrée à une femme qui partage son expérience en matière d'exportation et la deuxième demi-heure, aux questions/observations concernant cette expérience. Les activités en présentiel sont plus longues et comprennent une demi-heure supplémentaire dédiée au réseautage, suivie d'un exposé et d'un temps dédié aux questions et observations. Deux activités Showcases InvestHer ont été organisées au cours des trois dernières années. Lors de la dernière en date, six femmes entrepreneurs ont obtenus des investissements pour un montant total de plus de 6,6 millions de NZD.

2.80. NZTE a rencontré deux grandes difficultés: faire en sorte que le langage utilisé lors des activités InvestHer et Women in Export Leadership soit axé sur la force et faire face aux réticences concernant la nature exclusivement féminine de ces activités. Les facteurs de réussite incluent la solidité des institutions locales – y compris les investisseurs qui sont disposés à accroître la représentation des femmes dans leurs portefeuilles –, ainsi que la volonté politique de NZTE elle-même.

Source: [InvestHER: NZTE's female founder investment showcase](#) et <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

2.1.22 Rwanda: Prêts garantis par le gouvernement

2.81. Pour garantir un financement aux femmes entrepreneurs, le gouvernement rwandais, dans le cadre du Fonds de développement des entreprises, a créé le Fonds de garantie pour les femmes, qui couvre entre 50 et 75% des garanties exigées par un établissement de crédit. Les femmes sont soutenues dans leurs demandes de prêt et, si le projet est considéré comme viable, l'institution financière demande une garantie de crédit pour le prêt au Fonds de garantie pour les femmes. Le montant garanti maximal est de 500 millions de RWF pour les projets agricoles et de 300 millions de RWF pour les autres secteurs, avec une durée de remboursement de 10 ans. À ce jour, le Fonds de garantie pour les femmes a accordé 89 212 654 691 RWF (environ 93 millions d'USD) à plus de 40 000 femmes pour favoriser l'accès au financement.

2.82. La principale difficulté rencontrée par le Fonds de garantie pour les femmes est le manque général de compréhension des objectifs et du fonctionnement du Fonds par les femmes entrepreneurs. Certaines pensaient que le Fonds octroyait des dons plutôt que des prêts. Ce

malentendu a entraîné des défauts de paiement. Pour remédier à cela, les institutions organisatrices ont mené des campagnes de sensibilisation conjointes afin de faire en sorte que les femmes comprennent la nature des possibilités de financement et leurs obligations et responsabilités en matière de financement. Plus généralement, le Fonds a atteint ses objectifs grâce à une forte volonté politique, comme en témoigne la part de ses ressources qui est tirée du budget ordinaire de l'État et l'engagement des partenaires tant du secteur public que du secteur privé.

Source: [Business Development Fund - Rwanda - 50 Million African Women Speak \(womenconnect.org\)](https://www.shetrades.com/outlook/home) et <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

2.1.23 Sénégal

2.1.23.1 Soutenir l'entrepreneuriat féminin par la microfinance

2.83. Le gouvernement du Sénégal a créé le Fonds national de crédit pour les femmes (FNCF) afin de promouvoir l'accès des femmes au microfinancement. Le FNCF a mis en place une ligne de crédit et un système de financement pour les activités des organisations de femmes visant à: développer des activités productives et génératrices de revenus, renforcer les capacités de gestion grâce à la formation, inciter les femmes à se lancer dans l'entrepreneuriat formel, créer des pépinières de projets dans des niches de marché porteuses et contribuer à la lutte contre la féminisation de la pauvreté. Le FNCF a mobilisé plus de 2,5 milliards de XOF pour les femmes bénéficiaires. Plus de 3 000 femmes ont reçu un soutien financier, tandis que 2 387 femmes supplémentaires ont bénéficié d'activités de renforcement des capacités et d'un soutien technique à la gestion des projets.

2.84. Le FNCF a été soutenu par la volonté politique, l'implication des bénéficiaires dans les processus de gestion des nouveaux prêts et l'établissement de nouveaux partenariats. Il bénéficie d'une subvention annuelle accordée par le gouvernement du Sénégal. Cette subvention contribue au maintien du fonctionnement du FNCF. La plupart des bénéficiaires de prêts sont rassemblés en groupements qui fournissent un refinancement à tous les membres actifs et assurent le remboursement intégral du prêt. Chaque groupement est bien structuré et comprend un président, un trésorier, un secrétaire et un auditeur. Enfin, l'existence d'un réseau étendu de partenaires financiers permet d'atteindre un maximum de cibles dans tout le pays.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

2.1.23.2 Accès au financement pour les femmes

2.85. Le Fonds national de promotion de l'entrepreneuriat féminin (FNPEF) est un organisme public qui fournit aux femmes un accès à des ressources financières pour les aider à mener des activités génératrices de revenus. Le FNPEF vise à fournir des services financiers pour accroître l'accès des femmes au financement, ainsi qu'une assistance technique et non financière aux femmes par la formation, le réseautage et la diffusion de renseignements. Il est financé sur une base annuelle par le budget de l'État. Le FNPEF s'est employé à accroître la participation des femmes à ses activités en incluant un réseau de femmes dans son comité directeur.

2.86. Le FNPEF a rencontré des difficultés pour atteindre les femmes, en particulier dans les zones rurales. Il a été remédié à ces difficultés en établissant des partenariats avec des compagnies d'assurance, ce qui a permis au Fonds de se développer et de toucher davantage de femmes dans ces zones. Le suivi et l'évaluation deviennent difficiles pour le FNPEF. Pour remédier à cela, le suivi se fait au moyen de visites régulières sur place. Après les visites sur place, des feuilles de route sont élaborées pour examiner les problèmes et solutions éventuels.

Source: [Demander un financement du Fonds national de promotion de l'entrepreneuriat féminin | Sénégal Services \(senegalservices.sn\)](https://www.shetrades.com/outlook/home) et <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

2.1.24 Seychelles: Subventions d'aide au démarrage des jeunes entreprises dirigées par des femmes

2.87. Le Programme de subventions au capital d'amorçage des Seychelles vise à favoriser le développement d'entreprises plus compétitives et plus résilientes et fournit un capital d'amorçage aux entreprises de moins de trois ans. En 2017, ce programme était administré par le Département de l'industrie et de l'entrepreneuriat. En 2018, son administration a été confiée à l'Agence pour les

entreprises des Seychelles (ESA). Les jeunes entreprises admissibles peuvent recevoir jusqu'à 50 000 SCR (environ 3 600 USD) chacune à titre d'aide pour les premières phases de leur développement. Le Comité du capital d'amorçage, qui relève de l'Agence pour les entreprises des Seychelles, administre le Programme. Il se compose de représentants du Département de l'industrie et de l'entrepreneuriat, du Ministère des finances, du commerce, de l'investissement et de la planification économique et de l'Institut national de la science, de la technologie et de l'innovation, ainsi que de membres du secteur privé. En 2017, 278 subventions au total ont été octroyées dans divers secteurs tels que l'agriculture, le nettoyage, la maintenance, la pêche, le secteur manufacturier et l'artisanat – 54% des bénéficiaires étaient des femmes.

2.88. Ce programme a rencontré un certain nombre de difficultés, y compris les faibles taux d'alphabétisation des requérants, l'absence de rapports de mise en conformité, une mauvaise administration et une mauvaise application du Programme, un manque de clarté concernant les responsabilités des membres du Comité et l'absence de mécanismes de recours. Les mesures prises pour remédier à ces difficultés incluent les suivantes: aide à la rédaction et à la présentation des demandes, fourniture de services consultatifs aux bénéficiaires pour aider à l'établissement des rapports de mise en conformité, désignation de l'Agence pour les entreprises des Seychelles comme nouvelle autorité compétente, révision des structures de gouvernance du Comité et inclusion d'un mécanisme de recours. La mise en œuvre du Programme de subventions a été facilitée par la volonté politique et l'engagement du gouvernement des Seychelles.

Source: www.gov.sc/edoc/pubs/frmpubdetail.aspx?pubId=2075 et <https://www.shetradex.com/outlook/home>.

2.1.25 Afrique du Sud: Donner accès au financement et favoriser le développement de l'industrie et des marchés d'exportation

2.89. Le Fonds pour les femmes de l'Afrique du Sud fournit un financement abordable, utilisable et adapté aux entreprises pour accélérer le développement économique des femmes. Il vise les entreprises formellement enregistrées détenues à 50% + 1 part et/ou gérées par des femmes. Le Fonds soutient les jeunes entreprises et les entreprises en expansion. Bien qu'il ne vise pas spécialement les secteurs d'exportation, il peut bénéficier aux femmes travaillant dans ces secteurs.

2.90. Le Programme d'aide sectorielle (SSAS) de l'Afrique du Sud vise à développer le secteur industriel et à élargir la base d'exportation. Il cible les facteurs qui limitent la croissance des exportations et soutient la participation des femmes au secteur des exportations (entre autres groupes). Il s'agit d'une subvention à coûts partagés (80/20) pour les projets destinés à développer certains secteurs, à trouver de nouveaux marchés d'exportation et à promouvoir l'autonomisation économique des femmes.

Source: [Isivande Women's Fund | South African Government \(www.gov.za\)](http://www.gov.za) et [Sector Specific Assistance Scheme – The Department of Trade Industry and Competition \(thedtic.gov.za\)](http://thedtic.gov.za), et base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

2.1.26 Suisse: Services de conseil aux institutions financières

2.91. Le programme "Women Banking Champions" de la Suisse vise à améliorer l'accès aux services financiers pour les femmes et les femmes entrepreneurs du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord grâce à la fourniture de services de conseil aux institutions financières (banques et établissements de microfinance). Plus précisément, ce programme aidera les intermédiaires financiers des principaux marchés du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord à se positionner comme champions bancaires pour les femmes, ce qui aura un effet d'entraînement sur leurs marchés respectifs. Le soutien fourni aidera les institutions financières à élargir leurs offres, y compris les services financiers et non financiers, comme les possibilités de réseautage et les formations destinées aux femmes clientes. Ce projet vise indirectement à améliorer l'autonomisation économique des femmes et les conditions de l'activité des entreprises pour les femmes de la région.

Source: [Factsheet: Women Banking Champions Program \(ifc.org\)](http://ifc.org), et base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

2.1.27 Togo: Fonds national de la finance inclusive

2.92. Le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) du Togo a été créé en 2014 pour renforcer la capacité financière et opérationnelle des fournisseurs de services financiers décentralisés afin de répondre de manière permanente aux besoins de produits financiers locaux exprimés par les communautés qui n'ont pas accès aux services financiers traditionnels. Le FNFI offre des prêts destinés à soutenir et encourager les activités génératrices de revenus (petit commerce, agriculture, artisanat, etc.) chez les femmes et les hommes. Au 21 juillet 2023, plus de 1,8 million de personnes issues de toutes les couches sociales et économiques avaient bénéficié de prêts accordés via 13 produits de financement; le taux de remboursement s'est élevé à 94,76%. Bien que le nombre de bénéficiaires évolue, les autorités togolaises maintiennent leur objectif pour 2025, à savoir atteindre 255 000 bénéficiaires supplémentaires d'ici à cette année-là.

Source: [FNFI – Fonds National de la Finance Inclusive](#), et base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

2.1.28 Tunisie: Services d'assistance aux femmes entrepreneurs

2.93. Le Fonds d'appui à la compétitivité et au développement des exportations (TASDIR+) de la Tunisie vise à promouvoir les exportations en offrant divers services de soutien et d'assistance, tels que des subventions partielles avec cofinancement non remboursable pour les entreprises individuelles et les associations commerciales. Il donne la préférence aux entreprises dirigées par des femmes (entre autres).

Source: [Fonds TASDIR+ : Près de 600 entreprises bénéficiaires ! | La Presse de Tunisie](#).

2.1.29 Ouganda: Promouvoir le crédit abordable et l'éducation financière

2.94. Le Programme de l'Ouganda pour l'entrepreneuriat féminin (UWEP) vise à améliorer l'accès aux services financiers pour les femmes et à doter ces dernières des compétences nécessaires à la croissance de leur entreprise, à la création de valeur ajoutée et à la commercialisation de leurs produits et services. Ce programme est mis en œuvre sous la forme d'un programme continu relevant du Ministère de l'égalité des genres, du travail et du développement social (MGLSD). Il vise à remédier aux difficultés rencontrées par les femmes dans la conduite d'entreprises économiquement viables. L'un des quatre objectifs clés du Programme est d'offrir un crédit abordable et de favoriser l'accès à d'autres services financiers pour permettre aux femmes d'établir et de développer leurs entreprises commerciales. Le Programme a donné naissance au Fonds pour les femmes entrepreneurs (WEF), qui fournit aux groupements de femmes des crédits sans intérêts sous la forme de fonds renouvelables pour le développement de leurs entreprises. Les femmes doivent constituer des groupements de 10 à 15 membres pour garantir le succès de leur entreprise prioritaire et le remboursement intégral des fonds. En outre, des fonds sont alloués aux femmes à titre de soutien institutionnel et les groupements bénéficiaires reçoivent une formation de base en comptabilité, entre autres activités de développement des compétences en gestion entrepreneuriale et commerciale.

Source: <https://mglsd.go.ug/uwep/>, et base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

2.1.30 Royaume-Uni

2.1.30.1 Code de l'investissement en faveur des femmes

2.95. Le Code de l'investissement en faveur des femmes est un engagement pris pour améliorer l'accès des femmes entrepreneurs aux outils, aux ressources et au financement au Royaume-Uni. Dans ce code, les établissements signataires offrant des services financiers (215 actuellement) s'engagent à promouvoir l'entrepreneuriat féminin: 1) en désignant un membre de l'équipe de direction qui sera chargé de promouvoir l'égalité des genres, 2) en améliorant la transparence des données des entreprises de services financiers concernant le soutien fourni aux femmes entrepreneurs et 3) en adoptant des pratiques internes permettant d'améliorer l'accès des femmes entrepreneurs au financement. Les signataires du Code (banques, investisseurs providentiels et fonds de capital-risque, entre autres) gèrent des actifs représentant plus de 1 000 milliards de GBP. Le Code de l'investissement en faveur des femmes continue de prendre de l'ampleur. Suite à la

hausse du nombre de signataires, l'ensemble de données ventilées par genre augmente et couvre une proportion plus importante du marché. Grâce au Code, davantage d'établissements se sont engagés à aider les MPME détenues par des femmes à accéder au financement et à réduire l'écart entre les hommes et les femmes.

2.96. Le Royaume-Uni soutient l'Initiative de financement en faveur des femmes entrepreneures (We-Fi). Il s'agit d'un partenariat coordonné par la Banque mondiale regroupant 14 gouvernements, 6 banques multilatérales de développement et d'autres partenaires. Reprenant étroitement le Code du Royaume-Uni, l'Initiative We-Fi élabore un Code de financement en faveur des femmes entrepreneures. Cette initiative vise à amener les institutions financières du monde entier à exercer un suivi régulier du financement accordé aux MPME détenues par des femmes et à prendre des mesures pour accroître ce financement.

Source: [Investing in Women Code closing the finance gap - GOV.UK \(www.gov.uk\)](https://www.gov.uk/government/publications/investing-in-women-code-closing-the-finance-gap), et base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

2.1.30.2 Mécanisme mondial de financement des petites et moyennes entreprises (GSMEF)

2.97. Le Fonds mondial de financement des petites et moyennes entreprises (GSMEF) est un partenariat de financement mixte géré par la SFI depuis 2012. La contribution du Royaume-Uni au fonds d'affectation spéciale multidonateurs de 153 millions d'USD s'est élevée à 65 millions de GBP (fonds d'affectation spéciale total de 153 millions d'USD).

2.98. Le GSMEF fournit des services d'investissement et de conseil en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA), en Asie du Sud-Est et dans les Caraïbes aux établissements financiers partenaires, qui octroient des financements à des petites et moyennes entreprises (PME), en particulier dans des environnements et sur des segments de marché plus difficiles, y compris les États fragiles et touchés par des conflits, afin de relever les défis climatiques, répondre aux besoins des réfugiés et soutenir les entreprises dirigées par des femmes.

Source: [SME Finance & Gender | International Finance Corporation \(IFC\)](https://www.ifc.org/en/finance-and-gender).

2.1.30.3 Plate-forme pour l'organisation du secteur financier (Afrique)

2.99. Établie à Nairobi en 2012 par le Royaume-Uni, la Plate-forme pour l'organisation du secteur financier (FSD Afrique) est un organisme de développement spécialisé qui travaille dans plus de 30 pays africains pour résoudre les problèmes systémiques qui empêchent les flux de financement d'aller là où les besoins sont les plus grands.

2.100. La FSD Afrique s'emploie à renforcer les capacités institutionnelles des décideurs et des organismes de réglementation et à soutenir l'élaboration de lignes directrices, de règlements et de cadres visant à promouvoir l'innovation dans le secteur financier. Elle soutient également les transactions en phase de démarrage grâce au déploiement de capitaux ayant un effet de catalyseur, ainsi que d'autres outils, pour réduire les risques d'investissement et créer de nouveaux véhicules d'investissement, afin que les capitaux puissent circuler vers les parties de l'économie qui souffrent de sous-investissement.

2.101. En mars 2023, la FSD Afrique a célébré une décennie d'efforts destinés à consolider et à verdifier les marchés financiers en Afrique. Son mandat a évolué pour tenir compte de la vulnérabilité croissante du continent face aux effets négatifs du changement climatique et de la nécessité d'accroître fortement le financement de l'action climatique. Sa nouvelle stratégie pour la période 2021 à 2025, intitulée "Financer un avenir durable", fait état d'une réorientation des thèmes vers le financement vert, avec un ciblage géographique plus clair et la priorité donnée à une approche intégrant les questions de genre pour remédier aux problèmes en matière d'égalité hommes-femmes.

Source: [DevTracker Programme GB-1-205238 \(fcdo.gov.uk\)](https://www.fcdo.gov.uk/devtracker-programme-gb-1-205238).

2.1.31 États-Unis d'Amérique: Stratégie pour la sécurité économique des femmes dans le monde

2.102. La Stratégie des États-Unis pour la sécurité économique des femmes dans le monde (janvier 2023) vise à: 1) accroître la disponibilité des produits et services financiers (épargne, crédit, investissement et assurance) adaptés aux besoins uniques des femmes et des femmes entrepreneurs – y compris l'assurance, le crédit aux microentreprises et le crédit agricole (entre autres), 2) favoriser l'accès à la propriété et à la terre, 3) promouvoir le financement de l'action climatique en faveur de l'égalité des genres et 4) encourager le recours à la finance numérique.

Source: [U.S. Strategy on Global Women's Economic Security - United States Department of State](#), et base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

2.1.32 Zambie

2.1.32.1 Favoriser la participation financière des femmes grâce à des stratégies inclusives

2.103. Le Ministère zambien des finances a incorporé les questions de genre dans sa Stratégie nationale d'inclusion financière (2017-2022) et dans la Stratégie nationale pour l'éducation financière (NSFE II) (2019-2024). Ces stratégies nécessitent la collecte de données ventilées par genre au moyen d'enquêtes. Le programme est en cours de mise en œuvre et son impact global sera mesuré lors de l'examen à mi-parcours et à la fin de la période de mise en œuvre, en 2024.

2.104. La mise en œuvre du programme a été entravée par les ressources financières et humaines limitées allouées au programme et par le manque de connaissances financières de la population cible et des consommateurs en général. La volonté politique reste un facteur déterminant du succès du programme, tout comme l'établissement d'un nouveau partenariat entre le gouvernement et le secteur privé.

Source: [National-Financial-Inclusion-Strategy-2017-2022.pdf \(boz.zm\)](#); [Zambia NSFE II 2019 24.pdf \(boz.zm\)](#) et <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

2.1.32.2 Plate-forme "50 millions de femmes africaines ont la parole"

2.105. La plate-forme "50 millions de femmes africaines ont la parole" vise à autonomiser les femmes entrepreneurs en leur donnant accès à des informations commerciales financières et non financières. L'objectif du projet est de mettre en relation 50 millions de femmes à travers l'Afrique par l'intermédiaire d'une plate-forme en ligne. Les domaines visés par ce projet sont: i) l'accès aux informations commerciales (financières et non financières), ii) l'apprentissage (par les pairs), iii) le transfert de connaissances et iv) les idées et les possibilités commerciales. La plate-forme en ligne a été mise en service en juillet 2019 et plus de 3 000 femmes entrepreneurs s'y sont inscrites.

Source: [Home - 50 Million African Women Speak \(womenconnect.org\)](#), et base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

2.1.32.3 Fonds de développement des exportations

2.106. Le Fonds de développement des exportations de la Zambie (ZEDEF), géré par l'Agence de développement de la Zambie (ZDA), est destiné à faciliter le financement des exportations. Le ZEDEF accorde des prêts à faible taux d'intérêt aux entreprises exportatrices et à celles qui ont le potentiel d'exporter. Les prêts sont principalement destinés à répondre aux besoins des exportateurs avant ou après expédition. À ce jour, le Fonds a collaboré avec diverses associations de producteurs qui représentent les intérêts de leurs membres, comme l'Association des femmes zambiennes travaillant dans les industries extractives (AZWIM).

Source: [Zambia Export Development Fund \(ZEDEF\) - Zambia - 50 Million African Women Speak \(womenconnect.org\)](#), et base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

2.1.33 Zimbabwe

2.1.33.1 Fourniture de services financiers accessibles aux femmes

2.107. La Banque de microfinance des femmes du Zimbabwe (ZWMB) est une banque d'État qui a été créée pour soutenir l'inclusion financière et l'autonomisation économique et sociale des femmes en fournissant à ces dernières des ressources financières à faible coût. La ZWMB vise à atteindre la population non bancarisée et sous-bancarisée dans l'économie, y compris les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.

2.108. Entre 2018 et 2020, la ZWMB a constaté une augmentation du nombre de comptes d'épargne ouverts par des femmes. Au total, ces dernières ont ouvert 85 876 comptes de ce type. La ZWMB a également accordé 84 789 prêts à des femmes et décaissé 95 432 417 ZWL (264 000 USD).

2.109. La ZWMB a fait face à une pénurie de devises au moment d'acquérir des systèmes technologiques solides. Elle s'est donc mise en rapport avec la Banque centrale pour obtenir les devises nécessaires. Les facteurs de réussite incluent la volonté politique – le gouvernement a fourni un soutien financier et moral –, ainsi que l'établissement de nouveaux partenariats stratégiques entre les organisations du secteur agricole, ce qui a permis aux agriculteurs d'accéder aux devises fortes.

Source: [Zimbabwe Women's Microfinance Bank \(womensbank.co.zw\)](http://womensbank.co.zw) et <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

2.1.33.2 Fonds de développement pour les femmes

2.110. Le Fonds de développement pour les femmes du Zimbabwe a été créé en 2005 pour remédier au manque de garanties chez les femmes et aux taux d'intérêt élevés appliqués par les banques. Parmi les prêts accordés, 75% sont destinés à l'achat de matériel et 25% sont versés en espèces pour financer le fonds de roulement. Les bénéficiaires sont formés avant tout décaissement au titre des prêts pour les projets. Le premier décaissement de 1 million d'USD a été effectué en 2010. Le Fonds est administré par le Ministère des affaires féminines, du développement communautaire et des petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire de la People's Own Savings Bank (POSB). À ce jour, 1 917 groupes de femmes en ont bénéficié et 3 459 156 USD ont été décaissés, ce qui a donné lieu à plus de 9 585 possibilités d'emploi. Le Ministère a instauré un processus de suivi et d'évaluation dans le cadre des activités du Fonds.

2.2 PRINCIPALES INITIATIVES MENÉES PAR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

2.2.1 Bangladesh: Cadre politique pour les institutions financières

2.111. Le Département des PME et des programmes spéciaux du Bangladesh a élaboré et institué un cadre d'action qui sera mis en œuvre par les banques et les établissements financiers non bancaires. Ce cadre comprend des suggestions de politiques spécifiques, des plans de financement ciblés pour les PME, des programmes de refinancement et des programmes de formation. Les politiques en question visent aussi à ce qu'au moins 15% de l'ensemble des fonds destinés aux PME soient alloués à des entreprises détenues par des femmes. La Banque du Bangladesh a donné pour instruction aux banques et aux institutions financières d'annoncer publiquement toutes les facilités offertes par le cadre d'action sous forme imprimée et électronique. Grâce à cette campagne d'information intensive et ciblée, plus de 35 000 femmes entrepreneurs en devenir, dont beaucoup dans les zones rurales, ont pu lancer leurs activités. En 2018 et 2019, les banques et les établissements financiers ont prêté 8,93 milliards de BDT (106 millions d'USD) en capital et 256 milliards de BDT (3 milliards d'USD) à des fins de refinancement à des entreprises détenues par des femmes. De nombreuses banques et institutions financières au Bangladesh accordent désormais une priorité plus élevée aux femmes requérantes, ont des dispositions spéciales pour les entreprises détenues par des femmes qui ne peuvent pas obtenir de garanties et mettent en place des centres de conseil et de services spéciaux pour les femmes entrepreneurs.

2.112. Les femmes entrepreneurs et les entreprises détenues par des femmes au Bangladesh rencontrent plusieurs difficultés pour accéder au financement et aux services financiers, y compris les risques perçus de l'investissement dans des entreprises détenues par des femmes, le manque

d'information sur les possibilités qui s'offrent aux femmes entrepreneurs et les retards dans le traitement des prêts. La volonté politique, l'implication des bénéficiaires et la transparence et la divulgation des renseignements ont été citées comme des facteurs de réussite.

Source: [SME English.pdf \(bb.org.bd\)](#) et <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

2.2.2 Canada

2.2.2.1 Fonds pour les femmes en technologie et Plateforme Excelles pour les femmes

2.113. La Banque de développement du Canada (BDC) est un partenaire clé dans la SFE. Au cours de l'exercice budgétaire 2021/22, la BDC a servi 7 927 nouvelles clientes, ce qui porte le nombre total de leurs entreprises clientes dirigées par des femmes à 16 875 au 30 juin 2022. Pendant sa durée de vie, le Fonds pour les femmes en technologie de la BDC a effectué 38 investissements dans des entreprises dirigées par des femmes et ses activités de construction d'écosystèmes ont concerné plus de 7 500 entrepreneuses et partenaires de l'écosystème depuis 2017. Faisant fond sur la réussite du Fonds pour les femmes en technologie, la BDC a lancé le 21 septembre 2022 la Plateforme Excelles pour les femmes qui est, avec un budget de 500 millions de CAD, la plus grande plate-forme d'investissement de ce type au monde.

Source: <https://www.bdc.ca/fr/bdc-capital/capital-risque/fonds/fonds-femmes-technologie> et <https://www.bdc.ca/fr/bdc-capital/capital-risque/fonds/plateforme-excelles>.

2.2.2.2 Programme Femme entrepreneure

2.114. Financement agricole Canada (FAC) est un autre partenaire dans le cadre de la SFE. Le programme Femme entrepreneure de FAC fournit des capitaux et contribue au perfectionnement des compétences pour les entrepreneuses du secteur agricole afin de les aider à démarrer et à faire croître leurs entreprises. Depuis le lancement du programme en 2019, FAC a approuvé 2 632 "prêts Femme entrepreneure" pour un montant total dépassant 1,9 milliard de CAD, soit près de quatre fois l'engagement initial de 500 millions de CAD sur trois ans.

Source: <https://www.fcc-fac.ca/fr/financement/agriculture/programme-femme-entrepreneure>.

2.2.2.3 Programme d'investissement pour le commerce inclusif

2.115. Le Programme d'investissement pour le commerce inclusif de 200 millions de CAD d'Exportation et développement Canada (EDC) investit dans des entreprises d'exportation détenues et dirigées par des femmes, des Autochtones et des personnes issues des minorités dans le cadre de la Stratégie pour un commerce inclusif d'EDC. Ces investissements directs serviront de catalyseur pour l'expansion internationale d'entreprises détenues par des femmes et des personnes issues de la diversité et qui ont un fort potentiel de croissance. En 2021, EDC a investi 22 millions de CAD dans trois fonds destinés aux femmes ou gérés par des femmes et soutenu six nouveaux investissements indirects dans des entreprises gérées par des femmes. Depuis le lancement de sa première stratégie nationale dédiée aux femmes dans le commerce en 2018, EDC a aidé près de 3 000 entrepreneuses, facilitant ainsi des activités commerciales de l'ordre de 6,8 milliards de CAD.

Source: <https://www.edc.ca/fr/solutions/financement/investissement/programme-investissement-commerce-inclusif.html>.

2.2.3 El Salvador: Banque de développement d'El Salvador (BANDESAL – Banco de Desarrollo de El Salvador)

2.116. La Banque de développement d'El Salvador soutient la durabilité des MPME dirigées par des femmes salvadoriennes grâce à un certain nombre de lignes de crédit spécifiques, y compris la ligne de crédit pour la reprise économique des femmes entrepreneurs salvadoriennes. Fourni dans le cadre des lignes de financement de second rang de la BANDESAL, ce crédit favorise la reprise économique en facilitant l'accès au fonds de roulement et à l'investissement en immobilisations. Les autres lignes de crédit incluent une ligne de crédit spéciale et une ligne de crédit directe pour les femmes entrepreneurs. La première soutient les besoins en fonds de roulement et en immobilisations des femmes entrepreneurs (personnes physiques ou morales) qui souhaitent développer leurs activités et sollicitent un financement auprès des institutions intermédiaires admissibles. La seconde accorde

un financement aux femmes entrepreneurs des MPME qui souhaitent investir dans des projets de production impliquant des dépenses d'équipement et des dépenses courante ou des frais de constitution de fonds de roulement.

Source: [Líneas de Crédito Directo - BANDESAL](#) et <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

2.2.4 Gambie: Produit financier conçu pour les femmes entrepreneurs

2.117. Reliance Financial Services – un établissement financier non bancaire – a mené une étude de marché détaillée en Gambie pour identifier les besoins et le potentiel commercial des produits et services financiers conçus spécifiquement pour soutenir les femmes entrepreneurs. Ces produits financiers incluent les microcrédits, les plans d'épargne et l'assurance-vie. Le montant moyen des prêts va de 100 à 500 USD en fonction de la capacité d'épargne. Les prêts ont généralement une durée de six mois, avec un délai de grâce de deux mois entre le remboursement du principal et le remboursement des intérêts, qui interviennent le 3^{ème} et le 6^{ème} mois après le décaissement. Pour plus de 99% des femmes bénéficiant du programme, ce produit constitue leur première interaction avec une institution financière formelle. Depuis son lancement, ce produit financier a permis à plus de 40 000 bénéficiaires en Gambie d'emprunter de l'argent. Les décaissements annuels en faveur des entreprises s'élèvent à 15 millions d'USD en moyenne, avec un taux de remboursement de 98%.

2.118. Les difficultés suivantes ont été identifiées: i) difficultés de financement dues aux taux de souscription élevés – ce qui a été réglé par l'instauration de lignes de crédit d'urgence avec les banques locales, ainsi que par l'obtention d'un financement auprès d'autres organisations offrant des prêts à des conditions de faveur; ii) coût de la fourniture des produits. Ce coût a été sous-estimé en raison des grandes distances entre certaines des communautés et les succursales, ainsi que du fait que les dossiers sont tenus manuellement. Le programme a permis de commencer à automatiser la tenue des dossiers financiers des groupes afin de surmonter cette difficulté et prévoit, à long terme, d'activer des comptes mobiles pour les membres aux fins des décaissements et du remboursement des prêts, en vue de réduire le plus possible les coûts de transport. Au niveau macroéconomique, le succès du programme est dû à l'établissement de nouveaux partenariats et à un niveau élevé de participation des bénéficiaires au programme.

Source: [Welcome to Reliance Financial Services \(rfs.gm\)](#) et <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

2.2.5 Maurice: Prêts sans caution pour aider les entreprises détenues par des femmes à se développer dans les secteurs à valeur ajoutée

2.119. La Banque de développement de Maurice offre un programme de prêts spéciaux destiné à aider les femmes entrepreneurs à créer des entreprises dans les secteurs à fort potentiel de valeur ajoutée, y compris le secteur manufacturier et l'agriculture. Les prêts accordés dans le cadre de ce programme sont plafonnés à 500 000 MUR et assortis d'un taux d'intérêt fixe préférentiel de 3%, la période de remboursement pouvant aller jusqu'à sept ans avec un moratoire d'un an au maximum. Ce prêt ne requiert pas de caution personnelle, ce qui constitue souvent un facteur d'exclusion économique pour les femmes. Il vise à couvrir jusqu'à 90% du coût d'un projet. À ce jour, plus de 300 entreprises détenues par des femmes ont bénéficié du programme. Depuis son lancement, plus de 20 millions de MUR ont été décaissés.

2.120. Le manque de connaissances et de compétences commerciales des requérants et le manque de communication sur les différentes options de financement nuisaient au fonctionnement du programme. Pour remédier à cela, des efforts de sensibilisation visant à informer les femmes entrepreneurs des différents programmes spécialisés dont elles disposent ont été entrepris.

Source: [Women Entrepreneur Loan Scheme – DBM](#) et <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

2.3 INITIATIVES MENÉES AUX NIVEAUX INTERNATIONAL ET RÉGIONAL

2.3.1 Banque africaine de développement

2.121. La Banque africaine de développement (BAfD) propose des financements abordables pour les femmes entrepreneurs, la formation des institutions financières et la réforme des cadres réglementaires afin d'améliorer les conditions de l'activité des entreprises par le biais de l'AFAWA

(Affirmative Finance Action for Women in Africa), une initiative panafricaine visant à combler le déficit de financement de 42 milliards d'USD auquel sont confrontés les femmes en Afrique – dont 15,6 milliards d'USD dans le secteur agricole. Les projets envisagés comprennent: i) un aspect financier: les prêts accordés aux femmes sont considérés comme plus risqués, celles-ci se voyant ainsi appliquer des taux d'intérêt prohibitifs – en outre, les femmes manquent souvent de garanties traditionnelles; ii) un aspect capacitaire: les institutions financières n'ont pas la capacité de comprendre les besoins des femmes entrepreneurs et d'y répondre de manière appropriée, ces dernières n'ayant souvent pas non plus le sens des finances et des affaires nécessaire pour répondre aux besoins des institutions financières; et iii) un aspect lié à l'environnement économique: dans de nombreux pays, les cadres juridiques et réglementaires entravent la pleine participation des femmes à la croissance du secteur privé.

Source: [AFAWA \(Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique\) | Groupe de la Banque africaine de développement - Making a Difference \(afdb.org\)](#).

2.3.2 Banque asiatique de développement: Projet de ligne de crédit pour les petites et moyennes entreprises à Sri Lanka

2.122. En 2016, la Banque asiatique de développement a mis en place une ligne de crédit de 175 millions d'USD par l'intermédiaire de 10 banques locales, à l'intention des PME mal desservies, y compris les entreprises dirigées par des femmes. En 2018, l'impact du projet en faveur de l'égalité des genres a été renforcé par l'octroi d'une subvention de 12,6 millions d'USD au titre de l'Initiative de financement en faveur des femmes entrepreneurs (We-Fi). Ce soutien élargi inclut un financement mixte sous la forme d'une ligne de crédit pour les PME et d'une subvention octroyée dans le cadre de la We-Fi, ainsi qu'un soutien pour le renforcement des capacités destiné aux femmes entrepreneurs, aux banques, aux organisations gouvernementales et à d'autres parties prenantes essentielles. 1 305 PME dirigées par des femmes ont bénéficié de la ligne de crédit de la BASD. Grâce au soutien additionnel fourni dans le cadre de la We-Fi en 2018, une subvention de 6,3 millions d'USD combinée à une ligne de crédit de la BASD de 25,2 millions d'USD a bénéficié à 637 PME dirigées par des femmes qui avaient auparavant un capital limité. Le renforcement des capacités est également en bonne voie. En février 2020, 187 femmes entrepreneurs avaient suivi une formation sur le développement des activités commerciales dans l'ensemble du pays. Des évaluations des disparités entre les genres ont été menées auprès de 10 banques participantes, 3 organisations gouvernementales et 2 chambres de commerce en vue d'améliorer les services que ces établissements offrent aux femmes.

2.123. Les difficultés rencontrées incluent les inégalités qui prédominent sur le marché du travail et dans les taux d'entrepreneuriat féminin. Le niveau élevé d'engagement et d'appropriation de la part du gouvernement a été essentiel pour garantir une mise en œuvre réussie et des changements de comportement durables au niveau institutionnel. L'établissement de partenariats avec les institutions financières locales pour réaliser les objectifs du projet, conjointement avec la mise en œuvre d'un système solide de suivi et d'évaluation et la fourniture d'une assistance technique, a également été nécessaire. Les efforts ont été soutenus par une campagne de diffusion proactive visant à sensibiliser les femmes potentiellement bénéficiaires et les banques à la manière d'accéder aux nouvelles possibilités offertes par le projet pour améliorer leurs pratiques commerciales. Ces enseignements soulignent qu'il est important de concevoir des solutions qui permettent de surmonter les multiples obstacles liés au genre auxquels les PME détenues par des femmes sont confrontées.

2.124. Compte tenu de ces difficultés, la BASD a aussi établi une note d'orientation sur la promotion de la coopération et de l'intégration régionales pour la reprise et la résilience, qui reconnaît la nécessité et préconise de soutenir l'entrepreneuriat féminin par le biais de la formation professionnelle et d'un meilleur accès au financement et à la technologie. Les domaines d'intervention peuvent inclure les suivants: a) promouvoir l'accès des femmes aux compétences commerciales (commerce électronique) et aux activités touristiques, b) aider les femmes des communautés frontalières à participer aux activités transfrontières, c) protéger les avantages offerts aux travailleurs migrants et d) permettre aux MPME dirigées par des femmes d'intégrer les chaînes d'approvisionnement et les activités commerciales transfrontières, entre autres. Les politiques recommandées comprennent l'identification de solutions du secteur privé pour surmonter les contraintes de capital, telles que des solutions de financement des chaînes d'approvisionnement/mesures d'incitation pour les institutions financières, entre autres.

Source: [Fostering Regional Cooperation and Integration for Recovery and Resilience: Guidance Note \(adb.org\)](#).

2.3.3 Programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): "Empowering women and boosting livelihoods through agricultural trade" (Programme EWAT) (Autonomisation des femmes et amélioration des moyens de subsistance grâce au commerce des produits agricoles): tirer parti de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)

2.125. En 2021, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'est associée à l'initiative SheTrades du Centre du commerce international (ITC) pour mettre en œuvre le Programme EWAT (Autonomisation des femmes et amélioration des moyens de subsistance grâce au commerce des produits agricoles): tirer parti de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Couvrant six pays d'Afrique subsaharienne (Afrique du Sud, Ghana, Malawi, Nigéria, Sénégal, et Tanzanie), le Programme facilite la mise en place d'un environnement de politique commerciale inclusif et vise à permettre aux femmes de surmonter les contraintes liées au genre et de tirer parti des nouvelles possibilités commerciales dans le contexte de la ZLECAf. En acquérant les compétences et les aptitudes nécessaires pour participer au commerce dans le cadre de la ZLECAf, notamment en facilitant leur accès au financement, le Programme cible les MPME dirigées par des femmes qui peuvent à terme valoriser et développer leurs activités dans le secteur agroalimentaire et profiter des nouvelles possibilités commerciales.

2.126. La phase II du Programme met en œuvre un volet sur l'accès des femmes au financement au Ghana et au Nigéria. Une première analyse du secteur financier national a examiné les difficultés rencontrées par les femmes pour accéder au financement, ainsi que la mesure dans laquelle les produits et services financiers offerts par les banques commerciales, les organismes de microfinancement et d'autres parties prenantes du secteur financier étaient axés sur l'aide aux entreprises agroalimentaires dirigées par des femmes et sur leurs difficultés spécifiques, renforcées par les risques associés aux activités agricoles.

2.127. Sur la base des constatations de l'étude, le Programme a lancé des ateliers intensifs de préparation à l'investissement, grâce auxquels les bénéficiaires renforcent leurs capacités financières et de gestion et leur préparation à l'investissement, améliorent leur connaissance des services financiers et non financiers, y compris les prêts à des conditions libérales et les possibilités de subventions existants, et participent à des échanges avec les établissements financiers nationaux. Suite aux ateliers intensifs, certaines MPME dirigées par des femmes bénéficient d'un mentorat pour élaborer des plans d'entreprise solides et améliorer encore leur préparation à l'investissement, au moyen de la boîte à outils RuralInvest de la FAO.

2.128. Le Programme encourage également les interactions entre les entreprises dirigées par des femmes et les décideurs, les établissements financiers et les professionnels. À l'occasion de tables rondes sur l'investissement intégrant l'égalité des genres avec des établissements financiers et de réunions interentreprises, les femmes peuvent influencer l'élaboration de politiques et de produits commerciaux et financiers et favoriser de nouveaux débouchés d'investissement potentiels.

2.129. En étroite collaboration avec les établissements financiers et les parties prenantes nationaux, le Programme accompagne et guide les MPME dirigées par des femmes pour qu'elles acquièrent les connaissances et les outils nécessaires pour accéder au financement, mais il travaille également en vue d'influencer et de guider le développement de produits et de services financiers tenant compte de l'égalité des genres et de mettre en place un cadre de politique plus inclusif en matière de commerce et de finance. Le Programme EWAT génère également des connaissances sur le lien important et vital entre les MPME dirigées par des femmes et la finance, grâce à la recherche et au développement d'outils.

Source: FAO.

2.3.4 Dispositions des accords commerciaux régionaux (ACR)

2.130. Plusieurs Membres de l'OMC ont intégré dans leurs accords commerciaux existants des dispositions non contraignantes axées sur la nécessité d'améliorer l'accès des femmes au financement, en accordant une attention particulière aux femmes entrepreneurs, reconnaissant ainsi qu'il s'agit d'un obstacle à surmonter. Ces dispositions vont de la formation financière à l'assistance financière, en passant par les programmes d'alphabétisation; elles visent à faciliter l'accès aux prêts et aux crédits et à aider les femmes d'affaires à accéder aux instruments financiers. D'autres

dispositions sont axées sur la mise en place de cadres juridiques, administratifs, institutionnels, techniques, fiscaux et financiers pour la création et le développement des MPME, y compris des petites entreprises des femmes entrepreneurs. En outre, certains États parties se sont engagés à éliminer l'ensemble des lois, réglementations et pratiques qui entravent l'accès des femmes à l'aide financière, y compris au crédit, notamment dans l'agriculture. Bien que ces ACR reconnaissent clairement les obstacles systémiques auxquels les femmes sont confrontées dans le commerce, l'investissement et l'accès au financement, ils ne sont pas nombreux. Ils ont aussi pour objectifs généraux de renforcer l'accès des femmes au financement, mais ils ne précisent pas le type de mesures spécifiques que les États parties prendraient pour y parvenir. En résumé, ils exposent ce qu'il faut faire mais pas comment le faire. C'est pourquoi ces ACR ne contiennent toujours pas de stratégies et d'engagements concrets sur la manière dont les parties peuvent améliorer l'accès des femmes entrepreneurs au financement.⁸

Source: [OMC | Base de données sur les dispositions des ACR relatives à l'égalité des genres](#).

2.3.5 Fonds d'équipement des Nations Unies: modifier les politiques et pratiques financières pour inclure les femmes

2.131. Le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) dirige le programme SHIFT (Shaping Inclusive Finance Transformations) dans la région de l'ASEAN. Cette activité a été financée par le Département des affaires étrangères et du commerce (DFAT) du gouvernement australien. Le programme SHIFT vise à améliorer le niveau de vie des groupes vulnérables en ouvrant la voie à l'inclusion financière numérique et en élargissant les possibilités de développement des entreprises, d'emploi et de participation économique. Il prévoit ainsi de stimuler l'investissement, les innovations commerciales et les réformes de la réglementation pour promouvoir l'inclusion financière et accélérer l'accès aux possibilités économiques pour les groupes marginalisés, y compris les femmes. Le programme comporte quatre composantes (politique et sensibilisation, données et analyse, formation et renforcement des compétences et subventions) et concerne le Cambodge, la RDP lao, le Myanmar et le Viet Nam (y compris l'ASEAN au niveau régional).

2.132. À ce jour, quatre nouveaux produits financiers ont directement découlé de cette initiative. Deux d'entre eux se trouvent au Myanmar et visent spécifiquement les femmes, tandis que les deux autres visent plus généralement les MPME et les jeunes et les jeunes accédants à la propriété au Cambodge. Des activités de formation sur les données ont aussi été menées dans le cadre du programme SHIFT au Cambodge, au Myanmar et au Viet Nam. Sur le plan politique, un résultat indirect a été l'approbation récente de la Stratégie nationale d'inclusion financière au Cambodge. Bien qu'elle n'ait pas été approuvée par suite de la formation dispensée dans le cadre du programme SHIFT, son élaboration a été partiellement éclairée par le programme. Les éclairages apportés dans le cadre du programme SHIFT ont donné lieu à des blogs, à des infographies et à un document de travail qui ont été présentés aux plates-formes régionales des organismes de réglementation de l'ASEAN pour partager les meilleures pratiques et éclairer l'élaboration des politiques.

2.133. Les facteurs qui ont joué un rôle essentiel dans le succès du programme SHIFT incluent l'établissement de nouveaux partenariats entre les fournisseurs de services financiers locaux et les organismes de réglementation, la participation des bénéficiaires aux enquêtes préalables à la formation et le déploiement de l'analyse des données pour faciliter le renforcement des capacités et le transfert de connaissances vers les acteurs du marché.

Source: [Homepage - UN Capital Development Fund \(UNCDF\)](#) et <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

2.3.6 Banque mondiale

2.134. La Women Entrepreneurs Finance Initiative (We-Fi) (Initiative de financement en faveur des entrepreneuses) est une initiative multipartite hébergée par la Banque mondiale visant à combler les lacunes en matière de financement et de données pour les MPME dirigées par des femmes. Fondé sur le code du Royaume-Uni pour l'accès au financement pour les entrepreneuses, le Code encourage les signataires à prendre des engagements volontaires dans trois domaines, à savoir le **leadership** (désigner un responsable comme champion de l'accès des entrepreneuses au financement), les

⁸ Anoush der Boghossian, Amrita Bahri, "Finding Feet on Trade Agreements: Empowering Women Entrepreneurs Amidst a Pandemic", (2023), 50, Legal Issues of Economic Integration, numéro 1, pages 13 à 40.

données (augmenter la quantité et le détail des données communiquées sur les entreprises dirigées par des femmes), et les **activités** (favoriser l'accès des entrepreneuses aux outils et ressources). We-Fi promeut l'adoption de codes nationaux au moyen d'une déclaration d'intention – pour un code conforme aux lignes directrices minimales, avec une coalition nationale pour en superviser l'adoption et un coordonnateur désigné, et la mise au point d'un mécanisme pour agréger les données en préservant l'intégrité. Les efforts nationaux et les travaux connexes des banques multilatérales de développement, des ONG et d'autres entités donneront lieu à un rapport mondial annuel. Le secrétariat de We-Fi travaille à l'échelle mondiale avec la "Financial Alliance for Women" et l'OCDE pour accélérer la mise en œuvre et l'apprentissage, grâce des efforts de formation, de sensibilisation et de gestion de l'écosystème axés sur le Code "WE Finance". Le lancement du Code dans les pays aura lieu d'octobre 2023 à mars 2024, avec les principaux champions annoncés pour la Journée internationale des femmes; le déploiement devrait se poursuivre jusqu'en avril 2026.

Source: <https://we-fi.org/>.

ANNEXE

Pays	Nom de l'initiative	Type d'organisation	Nom de l'organisation	Date de début	Date de fin
AFRIQUE DU SUD	Fonds pour les femmes; Programme d'aide sectorielle (SSAS)	Organisme public	-	-	-
ARGENTINE	Système des sociétés de garantie réciproque (SGR)	Organisme public	-	-	-
AUSTRALIE	Établissement de partenariats avec des investisseurs d'impact pour soutenir les PME détenues par des femmes	Organisme public	Département des affaires étrangères et du commerce	2016	En cours
AUSTRALIE	Aide pour le commerce: 1) Pacific Trade Invest, 2) Pacific Private Sector Development Initiative IV, 3) Pacific RISE et 4) Pacific Financial Inclusion Programme	Organisme public	-	-	-
AUSTRALIE	"Boosting Female Founders" (Encourager les fondatrices)	Organisme public	Département de l'industrie, de la science et des ressources (DISR)	2020	-
BAfD	Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique (AFAWA)	Organisation régionale ou internationale	Banque africaine de développement		
BANGLADESH	Les banques mettent en place des structures financières adaptées aux femmes.	Secteur privé	Banque du Bangladesh	2010	En cours
Banque mondiale	Women Entrepreneurs Finance Initiative (We-Fi) (Initiative de financement en faveur des entrepreneuses)	Organisation régionale ou internationale	Banque mondiale		
BARBADE	Cadre de politique nationale pour le développement des micro, petites et moyennes entreprises	Organisme public		2016	En cours
BAsD	Projet de ligne de crédit pour les petites et moyennes entreprises à Sri Lanka	Organisation régionale ou internationale	Banque asiatique de développement	2016	En cours
CANADA	Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat (SFE)	Organisme public	Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE)	2018	En cours
CANADA	Fonds de prêts pour les femmes en entrepreneuriat	Organisme public	Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE)	2021	-
CANADA	Initiative pour l'inclusion des femmes dans le secteur du capital de risque	Organisme public	Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE)	2021	-
CANADA	Inclusion financière des micro, petites et moyennes entreprises	Organisme public	-	-	-
CANADA	Fonds pour les femmes en technologie	Établissement financier	Banque de développement du Canada		
CANADA	Programme Femme entrepreneure	Établissement financier	Financement agricole Canada (FAC)		

Pays	Nom de l'initiative	Type d'organisation	Nom de l'organisation	Date de début	Date de fin
CANADA	Programme d'investissement pour le commerce inclusif	Établissement financier	Exportation et développement Canada (EDC)		
CHILI	Programme de financement initial (Semilla Inicia para Empresas Lideradas por Mujeres)	Organisme public	Société de développement de la production (CORFO) – voir la Stratégie institutionnelle en faveur de l'égalité des genres	2021	-
CHILI	Programme de soutien à la revitalisation (Programa de Apoyo a la Reactivación – PAR)	Organisme public	Société de développement de la production (CORFO)	-	-
CHILI	Programme "Capital Abeja Emprende"	Organisme public	Service de coopération technique (SERCOTEC)	-	-
CHILI	Soutien aux entreprises dirigées par des femmes, Région de Valparaíso – Programme de soutien à la revitalisation (PAR)	Organisme public	Société de développement de la production (CORFO)	2022	
CHILI	Programme Mujer Exporta (Les femmes exportent)	Organisme public	ProChile		
CHINE	Mesures visant à aider les chercheuses à jouer un plus grand rôle dans l'innovation scientifique et technologique	Organisme public	Ministère des sciences et de la technologie et All-China Women's Federation (Fédération nationale des femmes de Chine)	2021	
COLOMBIE	Fonds pour les femmes entrepreneurs (Fondo Mujer Emprende)	Organisme public	-	-	-
COLOMBIE	Fonds pour le financement du secteur agricole (FINAGRO)	Organisme public	Fonds pour le financement du secteur agricole (FINAGRO)		
COLOMBIE	Plan national de développement 2018-2022	Organisme public	-	-	-
COLOMBIE	Législation nationale: "Pacte pour la Colombie", qui comprend un chapitre sur l'égalité des genres, le Pacte XIV pour l'égalité des genres; Loi n° 731/02 pour les femmes rurales; Résolutions n° 1 et n° 6/02 de la Commission nationale de crédit agricole; Loi n° 823/03 sur le crédit pour les femmes	Organisme public	-	-	-
CÔTE D'IVOIRE	Fonds d'aide aux femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI)	Organisme public	Cabinet du Président et Première Dame	2012	En cours
EL SALVADOR	Ligne de crédit pour la reprise économique des femmes entrepreneurs salvadoriennes	Établissement financier	Banque de développement d'El Salvador (BANDESAL – Banco de Desarrollo de El Salvador)		
ÉQUATEUR	Améliorer l'accès au financement pour les femmes rurales (Credito Super Mujer and Credito Mujer Emprendedora)	Organisme public	BanEcuador	2019	En cours

Pays	Nom de l'initiative	Type d'organisation	Nom de l'organisation	Date de début	Date de fin
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	Stratégie pour la sécurité économique des femmes dans le monde	Organisme public	-	2023	En cours
FAO	Empowering women and boosting livelihoods through agricultural trade (Autonomisation des femmes et amélioration des moyens de subsistance grâce au commerce des produits agricoles)	Organisation régionale ou internationale	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; SheTrades (ITC)	2021	En cours
FIDJI	Promouvoir la croissance durable des PME	Organisme public	Centre national pour le développement des petites et moyennes entreprises	2002	En cours
FONDS D'ÉQUIPEMENT DES NATIONS UNIES	Programme SHIFT (Shaping Inclusive Finance Transformations)	Organisation régionale ou internationale	Fonds d'équipement des Nations Unies	2015	En cours
GAMBIE	Produit financier conçu pour les femmes entrepreneurs	Établissement financier	Reliance Financial Services	2014	En cours
GUYANA	Women of Worth	Organisme public	Ministère des services sociaux et de la sécurité sociale	2010	En cours
JAPON	Watashino kigyo oendan (Mes soutiens pour créer une entreprise)	Organisme public	Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie (METI)	-	-
JAPON	Nadeshiko Brands	Organisme public	Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie (METI)	-	-
KENYA	Un crédit abordable pour améliorer la vie des femmes	Organisme public	Women Enterprise Fund	2007	En cours
MALAISIE	Financement pour les femmes en milieu rural	Organisme public	MARA (Conseil de tutelle pour la population)	2017	En cours
MALAWI	Promouvoir la transition des femmes du secteur informel avec un fonds de crédit	Organisme public	Ministère des questions de genre	2016	En cours
MALDIVES	Instruments financiers adaptés aux PME	Organisme public	Société de financement du développement des PME (SDFC)	2019	En cours
MAURICE	Prêts sans caution pour aider les entreprises détenues par des femmes à se développer dans les secteurs à valeur ajoutée	Établissement financier	Banque de développement de Maurice	2019	En cours
MEXIQUE	Soutenir les femmes entrepreneurs avec des produits financiers ciblés	Organisme public	Nacional Financiera (NAFIN)	2015	En cours
MOLDOVA, RÉPUBLIQUE DE	Women in Business	Organisme public	Agence de développement de l'entrepreneuriat (ODA) de la République de Moldova	-	-
NOUVELLE-ZÉLANDE	Soutenir les femmes exportatrices au moyen d'activités axées sur le renforcement des capacités et l'investissement	Organisme public	New Zealand Trade and Enterprise	2019	En cours

Pays	Nom de l'initiative	Type d'organisation	Nom de l'organisation	Date de début	Date de fin
UGANDA	Programme de l'Ouganda pour l'entrepreneuriat féminin (UWEP)	Organisme public	-	-	-
ROYAUME-UNI	Code de l'investissement en faveur des femmes	Organisme public	Département des affaires et du commerce	-	-
ROYAUME-UNI	Mécanisme mondial de financement des petites et moyennes entreprises (GSMEF)	Organisme public; organisation régionale ou internationale	Office des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni (FCDO); Ministère néerlandais des affaires étrangères; SFI	2012	
ROYAUME-UNI	Plate-forme pour l'organisation du secteur financier (Afrique)	Organisme public	Office des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni (FCDO)		
RWANDA	Prêts garantis par l'État pour permettre aux femmes d'accéder au financement	Organisme public	Ministère de la promotion de l'égalité des genres et des affaires familiales (MIGEPROF), Fonds de développement des entreprises, entre autres	2011	En cours
SÉNÉGAL	Soutenir l'entrepreneuriat féminin par la microfinance	Organisme public	Fonds National de Crédit pour les Femmes (FNCF)	2010	En cours
SÉNÉGAL	Accès au financement pour les femmes	Organisme public	Fonds national de promotion de l'entrepreneuriat féminin (FNPEF)	2004	En cours
SEYCHELLES	Programme de subventions au capital d'amorçage	Organisme public	Agence pour les entreprises des Seychelles	2017	2021
SUISSE	MENA Financial Inclusion: programme "Women Banking Champions"	Organisme public	-	-	-
TOGO	Fonds national de la finance inclusive (FNFI)	Organisme public	-	2014	En cours
TUNISIE	Fonds d'appui à la compétitivité et au développement des exportations (TASDIR+)	Organisme public	-	-	-
UNION EUROPÉENNE	InvestEU	Organisme public	Commission européenne	-	En cours
UNION EUROPÉENNE	InclusiFI	Organisme public	Commission européenne; organismes publics; établissements financiers	-	En cours
UNION EUROPÉENNE	Initiative "Team Europe" (TEI), Investir dans les jeunes entreprises en Afrique (IYBA)	Organisme public	Commission européenne	2021	-
UNION EUROPÉENNE	Investment Climate Reform (ICR) Facility (Facilité ICR)	Organisme public	Commission européenne	2019	-

Pays	Nom de l'initiative	Type d'organisation	Nom de l'organisation	Date de début	Date de fin
UNION EUROPÉENNE	Différents programmes: - AfricaGrow - Microfinance Enhancement Facility (MEF) (Mécanisme pour le développement de la microfinance) - Africa Conservation and Communities Tourism Fund (ACCT) (Fonds pour le tourisme en faveur de la conservation et des communautés en Afrique) - Women Entrepreneurs Finance Initiative (We-Fi) (Initiative de financement en faveur des entrepreneuses)	Établissement financier	Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) - Allemagne	-	-
UNION EUROPÉENNE	Différents programmes de renforcement des capacités: - Inspiring Women Entrepreneurs (Inspirer les entrepreneuses) - Going for Croissance (Vers la croissance) - HPSU Feasibility Study (Étude de faisabilité pour les jeunes entreprises à fort potentiel) - Pre-Seed Start Fund (Fonds de financement antérieur à l'amorçage) - Innovative HPSU Fund (Fonds pour l'innovation en faveur des jeunes entreprises à fort potentiel) - Irish Innovation Seed Fund Programme (Programme du fonds d'amorçage irlandais pour l'innovation)	Organisme public	Enterprise Ireland	-	-
UNION EUROPÉENNE	Women's Financial and Economic Empowerment for Gender Transformative Rural Development (Autonomisation financière et économique des femmes pour un développement rural axé sur l'égalité des genres)	Organisme public; organisation régionale ou internationale	Département irlandais des affaires étrangères; Irish League of Credit Unions Foundation; Fonds international de développement agricole	-	-
UNION EUROPÉENNE	Accelerating the Creation of Rural Nascent Start-ups (ACORNS) (Accélérer la création de jeunes entreprises naissantes en milieu rural)	Organisme public	Ministère irlandais de l'agriculture: Fonds pour l'innovation et le développement en milieu rural	2015	-
UNION EUROPÉENNE	Différentes initiatives d'inclusion financière: - Innovatia 8.3 - PAEM - Accord de collaboration avec MicroBank	Organisme public	Institut espagnol des femmes	-	-
UNION EUROPÉENNE	Programme pour l'entrepreneuriat numérique	Organisme public	Ministère espagnol des affaires économiques et de la transformation numérique	-	-

Pays	Nom de l'initiative	Type d'organisation	Nom de l'organisation	Date de début	Date de fin
UNION EUROPÉENNE	The Break: Women Entrepreneurship & Internationalization in Spain (Activité entrepreneuriale des femmes et internationalisation en Espagne)	Organisme public	Escuela de Organizacion Industrial (Espagne); Union européenne	-	-
ZAMBIE	Favoriser la participation financière des femmes grâce à des stratégies inclusives	Organisme public	Ministry of Finance	2019	2024
ZAMBIE	Plate-forme "50 millions de femmes africaines ont la parole"; Fonds de développement des exportations de la Zambie (ZEDEF)	Organisme public	-	-	-
ZAMBIE	Fonds de développement des exportations	Organisme public	Agence de développement de la Zambie (ZDA)		
ZIMBABWE	Fourniture de services financiers accessibles aux femmes	Organisme public	Banque de microfinance des femmes du Zimbabwe (ZWMB)	2018	En cours
ZIMBABWE	Fonds de développement pour les femmes	Organisme public	-	2005	En cours